



Nourritures de l'esprit

■ Ancienne restauratrice, Estelle Elias a cofondé La Food Locale, agence d'accompagnement et de communication dédiée au secteur de l'alimentation. Son plaisir ? Aider d'autres porteurs de projet à se lancer. P.24

La Région vote son budget primitif

■ Transports, formation, santé, développement économique, les élus ont adopté un budget « offensif ». P.3

Revenu jeune : l'expérience est lancée

■ Le Conseil départemental de la Haute-Garonne a dédié une enveloppe de 9 M€ au dispositif. P.3

À Montauban, 3R trace sa route

■ Labellisée Origine France Garantie, la PME est devenue la spécialiste des machines d'essais pour l'industrie. P.4

Comment verser la prime inflation ?

■ Le décryptage de M^e Daniel Mingaud, avocat à Toulouse. P.10

6 pages d'annonces légales
Pages 14 à 19

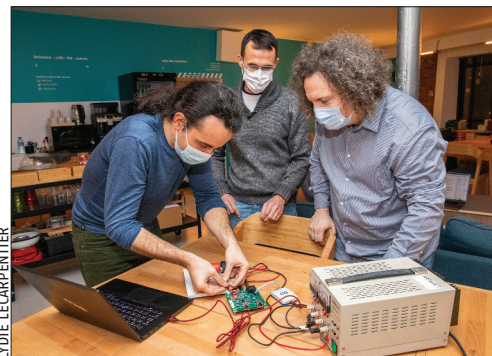
TWB investit ses nouveaux locaux

Devenir le leader européen des biotechnologies industrielles, c'est l'ambition de TWB (Toulouse White Biotechnology), Unité mixte de service dédiée au développement des biotechnologies industrielles, une structure fondée en 2012 par Pierre Monsan, qui vient d'emménager dans de nouveaux locaux. Installé désormais sur le campus de l'Insa, le démonstrateur déploie ses installations dans deux bâtiments distincts. L'un, abrite, après sa rénovation complète, l'ensemble des bureaux des services supports (direction, gestion, logistique, communication...) et des projets de TWB; l'autre a été entièrement créé pour répondre aux besoins spécifiques des plateformes technologiques et des laboratoires projets de TWB. Ainsi outillé, l'UMS veut asseoir durable la filière des biotechnologies industrielles à Toulouse et la faire rayonner à l'international. P.5



Artilect change de dimension

Fondé en 2009 par Nicolas Lassabe, docteur en informatique, et premier fablab français labélisé par le MIT, Artilect a emménagé dans de nouveaux locaux en plein cœur de la ville. Plus facilement accessible, il y déploie une multitude de machines et de nouveaux espaces pour permettre aux makers de développer leur créativité et mener à bien leurs projets. Installé désormais rue Tripière, le fablab toulousain a également étoffé sa programmation pour accueillir un plus large public. P.6-7



La chasse aux idées fausses

■ Une grande exposition interactive investit les espaces du quai des Savoirs : *Esprit critique, détrompez-vous*. Saurez-vous distinguer le vrai du faux, maîtriser vos émotions et combattre vos préjugés ? P.23



Votre engagement et notre savoir-faire au service de nos emplois.

Rejoignez-nous !

Avec Réseau Entreprendre j'agis pour être acteur d'un monde qui change

Airbnb reverse la taxe de séjour



10,3 M€ de taxe de séjour reversée en Occitanie

D'ici la fin de l'année, Airbnb aura reversé plus de 93 M€ de taxe de séjour aux communes françaises pour le compte des hôtes. En Occitanie, ce sont 10,3 M€ que la plateforme de location de résidences de vacances indique avoir restitués aux communes en 2021 au titre de la taxe de séjour dont plus de 700 000 € à Toulouse, près de 570 000 € à Montpellier et environ 450 000 € à Agde. Airbnb prévoit de reverser 27 M€ de taxe de séjour aux communes françaises de moins de 3 500 habitants, soit près d'un tiers du montant global collecté par les hôtes utilisateurs de la plateforme.

La location d'appartements à Toulouse



À Toulouse, la moitié des locataires sont étudiants

Selon les résultats de l'étude menée par Flatlooker, une plateforme de location d'appartements en ligne, 50 % des locataires toulousains sont des étudiants, 42 % sont en CDI ou en CDD. Contrairement à d'autres grandes villes françaises, 69 % des appartements toulousains sont occupés par des personnes vivant seules, tandis que 31 % des logements sont loués par plusieurs locataires. Dans la Ville rose, la part de budget allouée au logement est de 34 % en moyenne, avec un salaire net médian de 1990 €. L'âge médian des locataires toulousains est de 25 ans. La surface médiane par locataire est de 26 m².

Les contrôles sanitaires se renforcent

5^e vague: les contrôles sanitaires se renforcent

En Haute-Garonne, depuis la mise en place du pass sanitaire le 9 août, les forces de sécurité du département ont contrôlé 2153 établissements publics, dont 457 du 22 novembre au 5 décembre. Dans cette même période :
- 21 mises en demeure ont été notifiées à des gérants d'établissements ne contrôlant pas le pass ou dont des clients s'en trouvaient démunis, ce à quoi s'ajoute une dizaine de mises en demeure en cours de notification ;
- deux mesures de fermeture administrative de sept jours à l'encontre de deux établissements à Toulouse semaine 48.

Clément Lequime. À 37 ans, il vient de lancer Goho, une marque de textile éthique, des polos made in France à glisser sous le sapin.



Go, go, Goho

Des polos en coton bio, fabriqués dans le Tarn et dont les ventes permettent de soutenir l'action d'une association qui lutte pour la protection des gorilles... Vous en rêviez, le toulousain Clément Lequime l'a fait. Il a lancé en octobre une nouvelle marque de textile écoresponsable et éthique et un site de vente en ligne. Dans la gamme, pour l'instant restreinte, on trouve des polos en coton bio fabriqué en France, plus exactement près de Castres, dans le Tarn. Pour expliquer sa démarche, ce Tarnais d'origine, qui travaille depuis une quinzaine d'années dans le secteur du sport et de la publicité, l'avoue: « J'aime beaucoup les polos, mais je ne trouvais pas de marque qui corresponde à ce que je voulais porter. J'avais ce projet depuis de nombreuses années, et pendant le premier confinement je me suis dit que c'était le moment ou jamais. Or, depuis la naissance de nos enfants, mon épouse et moi sommes de plus en plus sensibles à l'écologie, et durant cette période, nous avons changé beaucoup de choses dans notre façon

de consommer. Je ne me voyais pas en 2020-2021, lancer une marque qui ne soit pas écoresponsable. » Sans expérience dans le domaine du textile, il a dû batailler un peu avant de trouver les fournisseurs et fait fabriquer une dizaine de prototypes avant de trouver le bon et d'engager une campagne de crowdfunding. Les 4 700 € récoltés lui ont permis de lancer la production et son site de vente en ligne, « après avoir fait beaucoup d'erreurs », s'amuse-t-il. Le coton bio certifié GOTS est cultivé en Turquie, puis filé au Portugal. Mais ce sont ensuite des entreprises françaises qui fabriquent la maille piquée, et les accessoires qui entrent dans la confection des polos. « Les boutons sont en polyester recyclé, les étiquettes en polyester et satin recyclés, l'écusson en fil certifié Oekotex », ajoute le fondateur de Goho. « Ça me paraissait important de travailler avec des artisans et de faire revivre des savoir-faire locaux ». Animé par de très fortes convictions, Clément Lequime a souhaité aller plus loin encore en s'inscrivant dans « une démarche éthique glo-

bale ». Il a fait le choix de prendre pour logo un gorille – « un animal fort, mais pacifique, en voie de disparition et pourtant très proche des humains » – et décidé par contrat de reverser 1 % du chiffre d'affaires à l'association Gorilla. Depuis l'ouverture du site d'e-commerce, les retours sont bons et le trentenaire est enthousiaste, même s'il reconnaît qu'il lui faut encore « gagner en visibilité » et accroître sa communauté. Il espère rapidement pouvoir « faire des événements, participer à des salons et trouver des ambassadeurs » ou des influenceurs. La prochaine étape? L'embauche, avec peut-être l'appui de la Région, d'un chef de projet pour l'accompagner dans le lancement de la marque. L'autre objectif est d'étoffer la gamme. Un prototype de T-shirt devrait sortir avant la fin de l'année. « L'idée est de proposer d'autres articles textile en fonction des saisons, et des accessoires », conclut le dirigeant qui table sur un chiffre d'affaires de 80 K€ l'an prochain.

AGNÈS BERGON

Ils bougent



JEAN-FRANÇOIS REZEAU, ÉLU PRÉSIDENT DE LA CCI OCCITANIE

Réunis en assemblée générale au siège social à Blagnac, les 95 membres de la Chambre de commerce et d'industrie de région Occitanie issus du récent scrutin consulaire, ont élu Jean-François Rezeau président de la CCI de région. Il sera entouré d'un bureau de 17 membres comprenant: André Deljarry (CCI Hérault), premier vice-président auquel s'ajoutent les vice-présidents de droit que sont les présidents des CCI territoriales: Josiane Gouze-Faure (CCI Ariège), Louis Madaule (CCI Aude), Dominique Costes (CCI Aveyron), Éric Giraudier (CCI Gard), Patrick Piedrafita (CCI Haute-Garonne), Rémi Branet (CCI Gers), Jean Hugon (CCI Lot), Thierry Julier (CCI Lozère), François-Xavier Brunet (CCI Hautes-Pyrénées), Laurent Gauze (CCI Pyrénées-Orientales), Michel Bossi (CCI Tarn) et Pascal Roux (CCI Tarn-et-Garonne); Alain Rabary (CCI Haute-Garonne), trésorier; Katy Garcia (CCI Hérault), trésorière adjointe; Michel Colombie (CCI Tarn) et Isabelle Macip-Verhli (CCI Gard) secrétaires.



CHRISTOPHE POINOT NOMMÉ DIRECTEUR DE LA SCOLARITÉ INCLUSIVE DE L'ASEI

Reconnue d'utilité publique, l'ASEI accompagne chaque année 10 000 personnes en situation de handicap au sein de ses 106 établissements. Forte de 145 enseignants, l'association basée à Ramonville Saint-Agne accompagne ainsi chaque année 1772 enfants en situation de handicap sur ses trois régions d'implantation en Occitanie, en Nouvelle-Aquitaine, et en Ile-de-France, auxquels il faut ajouter 2 685 enfants suivis en centre médico-psycho-pédagogique. 66 % des enfants et jeunes accompagnés par l'ASEI sont en inclusion scolaire en milieu ordinaire. Pour favoriser la mise en place concrète de l'école inclusive pour les élèves en situation de handicap, elle vient de nommer Christophe Poinot en qualité de directeur de la Scolarité Inclusive, poste nouvellement créé. Christophe Poinot a été proviseur d'établissements régionaux d'enseignement adapté (Erea), puis principal de collège. Il est désormais en détachement de l'Éducation nationale.

Finances locales. Réunis en assemblée plénière le 16 décembre, les conseillers régionaux ont voté le budget primitif 2022.

Région : un budget « offensif »

3,75 Mds€ c'est le montant du budget primitif 2022 voté cette semaine par l'assemblée régionale. Un budget en « relative stabilité », selon Stéphane Bérard, conseiller régional, puisqu'en hausse de 0,26 % par rapport à l'année précédente (3,74 Mds€). Un budget également qualifié d'« offensif », compte tenu des efforts faits en matière d'investissements : le budget primitif leur consacre en effet une enveloppe de 1,3 Mds€, un montant en progression de 1,8 % en un an. Ces investissements seront financés à 54 % par des ressources propres, le reste par l'emprunt soit près de 640 M€.

SUR DE BONS RAILS

Parmi les grands chantiers qui marqueront l'année 2022, il faut noter la poursuite du Plan rail et la réouverture de lignes. Est notamment visée la ligne Montréjeau-Luchon (36 km) desservant les hautes vallées du Comminges. Fermée au trafic de voyageurs depuis 2014, cette ligne a été définie comme prioritaire dans le cadre des États Généraux du Rail et de l'Intermodalité lan-

cés en 2016. La Région mobilisera au total 63,5 M€ (5 M€ en 2022) pour la réalisation des travaux qui démarreront cette année, avant une réouverture prévue à l'été 2023. La Région a également décidé de financer l'achat de trois rames Régiolis bimode à hydrogène pour un montant de 52 M€ (dont 10 M€ apportés par l'État via l'Ademe). La première de ces rames, produites par Alstom notamment sur le site de Tarbes pour ce qui concerne la chaîne de traction, sera testée sur cette ligne à partir de 2023 avant une mise en service à l'horizon 2025. Concernant les LGV, la présidente de région Carole Delga espère voir aboutir d'ici la fin de l'année le projet d'ordonnance qui doit permettre d'ici à mars 2022 la création des établissements publics locaux qui porteront les financements.

Le Plan rail est une des déclinaisons du Pacte vert que la Région a adopté pour accélérer la transition énergétique et écologique de l'Occitanie. Ce Pacte vert concentre 2,2 Mds€ des financements régionaux cette année. Une autre de ces déclinaisons est la priorité mise

sur le développement des énergies décarbonées. C'est le sens des investissements réalisés à notamment à Port-La Nouvelle. La construction du quai lourd éolien, qui servira à la construction, l'assemblage, l'installation et la maintenance des éoliennes du futur parc éolien, a été achevée en 2021. En 2022, la transformation du port continue d'avancer avec la poursuite de la construction, par la Région, des digues qui délimiteront le nouveau bassin portuaire. Elles seront livrées fin 2023. La collectivité prévoit une enveloppe de près de 129 M€ pour développer de nouveaux projets et poursuivre les travaux en cours dans les différents ports de la région.

CINQ NOUVEAUX LYCÉES

Au chapitre investissements figure également la construction de nouveaux lycées. La Région prévoit notamment, sur les prochaines années, l'ouverture de cinq nouveaux lycées à Auterive (31), Courronterral (34) auxquels s'ajoutent deux nouveaux lycées dans l'aire Toulousaine et un à l'est de MontPELLIER.

30 MÉDECINS RECRUTÉS

La santé mobilise également la Région, qui, pour lutter contre les déserts médicaux, prévoit de consacrer une enveloppe de 1,25 M€ au recrutement, d'ici fin 2022, d'une quarantaine de médecins, infirmiers et sages-femmes. Jusqu'en septembre 2022, quatre appels à manifestation d'intérêt seront lancés pour permettre aux collectivités intéressées de se porter candidates. Médecins, infirmiers et sages-femmes seront ensuite recrutés. Salariés du groupement d'intérêt public (GIP) associant plusieurs collectivités partenaires ainsi que des représentants des professionnels de santé, ils devront notamment assurer des visites à domicile. La Région s'est donné pour objectif le recrutement d'une trentaine de médecins d'ici la fin de l'année 2022. Des centres de santé seront ensuite créés pour accueillir le personnel médical et paramédical recruté. Un des premiers centres de santé devrait voir le jour le 1^{er} juillet 2022 à Sainte-Croix Volvestre, en Ariège.

A. B.

Immobilier. Le président de GreenCity entame un nouveau mandat de trois ans.

Stéphane Aubay réélu à la tête de la FPI

Forte désormais de 52 membres contre 45 trois ans plus tôt, la Fédération des promoteurs immobiliers (FPI) Toulouse Occitanie veut plus que jamais se faire entendre. Face à une baisse sans précédent des mises en ventes et des ventes de logements neufs, les promoteurs immobiliers, dont les stocks fondent à vue d'œil, tentent en effet depuis des mois de mobiliser élus et opinion publique sur les risques que cette situation fait peser sur le BTP, rappelant qu'un logement, ce sont deux emplois dans la filière.

La raréfaction du foncier et des permis de construire délivrés au compte-gouttes expliquent, selon les professionnels de l'immobilier, cette pénurie de logements neufs dont la conséquence immédiate est l'envolée des prix, elle aussi sans précédent. Pourtant, tient à rappeler Stéphane Aubay, président de GreenCity Immobilier et président de la FPI Toulouse Occitanie, « la demande de logements dans l'aire urbaine de Toulouse est toujours aussi dynamique ». Situation d'autant plus paradoxale que « la capacité d'acceptabi-



Stéphane Aubay, président de la FPI.

lité des citoyens est de plus en plus faible », déplore-t-il.

Réélu le 2 décembre pour un second mandat trois ans, le professionnel a de fortes ambitions à savoir notamment tout faire pour relancer la production de logements neufs dès 2022. « Il faut qu'on arrive à convaincre les élus et les services des collectivités, que le besoin de logements est bien réel », assure-t-il, qu'il s'agisse de Toulouse Métropole, du Muretain ou du Sicoval.

La FPI organisera du 11 au 13 mars son traditionnel salon du logement neuf. A. B.

Cohésion. Un millier de jeunes tirés au sort percevront un revenu de 500 € par mois.

La Haute-Garonne expérimente le revenu de base jeune

Le Conseil départemental de la Haute-Garonne, qui plaide depuis plusieurs années pour la mise en place d'un revenu de base, annonce le lancement de l'expérimentation sur son territoire à partir du 1^{er} mars 2022.

Le 14 décembre, les élus départementaux ont en effet adopté en assemblée la mise en place d'un revenu de 500 € maximum pour un millier de jeunes haut-garonnais âgés de 18 à 24 ans pour une durée de 18 mois. Cumulable avec les différentes aides existantes, ce revenu sera dégressif en fonction des autres revenus sur le critère du foyer fiscal de référence du jeune. Le revenu ne sera pas conditionné à la recherche active d'un emploi ou d'une formation. Pour financer cette mesure expérimentale, le Conseil départemental prévoit d'inscrire au budget 2022 une enveloppe de 9 M€.

Ce « revenu de base jeune » a pour vocation de « pallier les défaillances du système de protection sociale actuel », alors que les moins de 25 ans



Georges Méric, président du Conseil départemental de la Haute-Garonne.

ne peuvent pas bénéficier du RSA, et partant, de « redonner aux jeunes confiance en l'avenir en leur donnant les moyens de se projeter, de se réaliser », indique la collectivité.

ÉVALUATION DU DISPOSITIF

Le projet est le fruit d'un travail collaboratif avec le Laboratoire interdisciplinaire solidarités, sociétés, territoires (Lisst) de l'université Toulouse Jean Jaurès, collaboration qui a permis d'en préciser les contours et d'affiner la démar-

che scientifique de l'expérimentation. Un groupe de chercheurs universitaires pluridisciplinaires est du reste chargé du suivi du panel, l'objectif étant d'évaluer scientifiquement l'impact de ce revenu de base sur la trajectoire de vie des participants. Les dimensions suivantes seront notamment analysées : l'insertion dans le logement, dans l'emploi, la participation sociale et citoyenne, le bien-être, la santé, le rapport à l'environnement, le rapport aux institutions.

« Le monde a changé et nous ne pouvons plus penser la précarité de la jeunesse uniquement sous le prisme de l'incitation au travail. Depuis 30 ans, nous ne vivons plus dans une société de plein-emploi, où les parcours professionnels sont linéaires. Nous devons nous adapter en changeant de paradigme. Le revenu de base jeune que nous souhaitons expérimenter est un revenu de solidarité et d'autonomie. Loin de s'opposer à la valeur travail, ce dispositif part de l'hypothèse que sécuriser les parcours de vie est le meilleur moyen d'ouvrir les possibles et d'assurer une insertion sociale, citoyenne et professionnelle réussie », assure Georges Méric, président du Conseil départemental de la Haute-Garonne.

La collectivité milite depuis trois ans avec 18 autres Conseils départementaux pour l'instauration d'un tel dispositif et le vote par le Parlement d'une loi d'expérimentation, un projet rejeté par l'Assemblée nationale en janvier 2019.

A. B.

Actualités

PREMIERS RÉSULTATS DU RECENSEMENT AGRICOLE : L'OCCITANIE, 2^e RÉGION AGRICOLE DE FRANCE



Les premiers résultats de l'édition 2020 en Occitanie du recensement agricole, organisée par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, ont été présentés le 14 décembre par Florent Guhl, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt. Les premières données provisoires confirment la force de l'agriculture et la nécessité d'agir pour qu'elle gagne en attractivité et qu'elle poursuive l'amélioration et l'adaptation de ses productions. Sur les 416 000 exploitations agricoles françaises recensées, 64 300 sont implantées en Occitanie, soit 15 % des exploitations françaises. 194 000 personnes travaillent en totalité ou partiellement dans les exploitations agricoles de la région soit 7,4 % de la population active. La Région compte ainsi 77 400 chefs ou coexploitants – et 29 % de femmes – dont l'âge moyen est de 53 ans. La surface agricole utilisée en Occitanie s'élève à 3,1 millions d'ha, soit 44 % de la superficie régionale, la surface moyenne par exploitation s'établissant à 49 ha. À noter en Occitanie le poids du bio, soit une exploitation sur cinq, les surfaces cultivées en bio étant en forte croissance : plus 11 % par an en 10 ans.

en bref

Mécanique. Aucun défaut de conception n'échappe à l'entreprise 3R (Recherches et Réalisation Rémy), spécialisée dans la fabrication de machines d'essais pour le secteur de l'industrie, de l'enseignement supérieur, du génie civil ou mécanique. 3R, labellisée Origine France Garantie, affiche fièrement 80 % de parts de marché en France dans les machines de tests.

3R : l'excellence à la mode tarn-et-garonnaise

Jean-Baptiste Rémy peut être fier du chemin parcouru depuis la création de l'entreprise en 1976 par son père Henri, entrepreneur dans l'âme. Il a d'abord créé une entreprise de négoce (RPP) et inventé une machine à dérouler les fils de précontrainte utilisés dans le bâtiment. « Aujourd'hui, nous sommes encore les seuls au monde sur ce marché, il représente 5 % de notre activité. On vend ce système en Australie, en Russie... », explique Jean-Baptiste Rémy. En octobre 1987, père et fils ont lancé 3R, Jean-Baptiste Rémy venait de terminer ses études et partait pour Singapour, rejoindre le service marketing de Thomson, avec la ferme intention d'être embauché dans la multinationale. Un parcours tout tracé... « Mais, je n'avais qu'une idée en tête, je ne pensais qu'au développement de 3R », se souvient le dirigeant.

Entre temps, Jean-Baptiste Rémy a rencontré sa future épouse (NDLR : à la cantine de Thomson à Singapour). L'en-

treprise familiale allait connaître un nouvel essor.

« GÉRER DES PETITES STRUCTURES PLUTÔT QU'UN GROS BATEAU ».

USR (Usinage et Soudure Rémy, RPP (Rémy Paul Précontrainte), RSP (Rémy Schnell Production), 3R (Recherches et Réalisations Rémy), 3I (bureau d'études), 3R Labo... toutes ces entreprises appartiennent au groupe, dont Jean-Baptiste Rémy a pris la direction en 2005, lors du départ à la retraite du fondateur. « J'aime bien cette organisation, les entités ont des activités diverses, nous avons des technologies et des fournisseurs différents ». Ces cinq sociétés emploient 80 personnes pour un chiffre d'affaires de 18 M€.

En 2009, l'entreprise a subi de plein fouet la crise des subprimes, « il fallait trouver de nouveaux marchés et se diversifier. On a créé une machine qui permet de tester tous les matériaux : métaux, plastiques, composites, caoutchouc... » Du bas de contention aux pro-

duits de fonderie, en passant par le nucléaire.

3R a vendu des machines chez Valéo, Faurecia, Véritas... « 400 machines en moins de 10 ans sur un marché où nous n'avions aucune légitimité, se réjouit Jean-Baptiste Rémy. C'est à ce jour, 65 % de notre activité, mon rêve est d'arriver à 30 % de parts de marché. »

« MADE IN FRANCE FIRST »

De la carte électronique à l'usinage en passant par la chaudronnerie, l'informatique, 3R fabrique tout de A à Z, seule la tôlerie est sous-traitée.

Pour vendre son matériel, Jean-Baptiste Rémy a des arguments imparables : « nos concurrents étrangers sont représentés par des importateurs, ils ne seront jamais aussi performants que nous. Sur le SAV, on est imbattables, il y a une vraie pertinence ».

L'entreprise est labellisée Origine France Garantie. « Nous sommes audités tous les ans : il faut prouver que nous avons plus de 50 % de valeur ajoutée sur nos produits



Jean-Baptiste Rémy, dirigeant de 3R.

made in France. Notre score est de 75 % ».

Jean-Baptiste Rémy a toujours les mains dans le cambouis, son épouse est en charge de la partie administrative de 3R. L'entreprise s'est agrandie en 2020 sur 12 000 mètres carrés et continue à recruter des techniciens itinérants. Fierté du dirigeant et sans doute la promesse de nouveaux développements, un docteur en mécanique est venu grossir les rangs, il conçoit des machines sur toute la ligne. Dernière innovation : une machine de fatigue gigacyclique, elle a été présentée en juillet dernier à l'Élysée. L'entreprise avait été sélectionnée parmi 2 600 entreprises pour participer à la grande exposition du fabriqué en France.

« On a des commandes aux USA, en Suède... sur une machine à plus de 200 000 €. On est les seuls au monde sur ce marché, un secteur que j'aimerais développer ». Avec une longueur d'avance, c'est ainsi que Jean-Baptiste Rémy conçoit le 3R de demain.

DORISSE PRADAL

Actualité

TESALYS S'IMPOSE SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS DU TRAITEMENT DES DÉCHETS INFECTIEUX

Référence mondiale des systèmes de traitement des déchets bio-contaminés sur le site de production, la société toulousaine Tesalys poursuit sa croissance. Après avoir enregistré une hausse de son chiffre d'affaires de 6 % en 2020, ce dernier devrait croître de 15 % en 2021. Ses équipements sont aujourd'hui présents dans plus de 60 pays dans les cinq continents. De fait, la PME a ouvert deux nouvelles antennes à l'étranger : au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est après avoir fait ses premiers pas sur le marché américain où sa technologie a déjà été approuvée dans cinq états dont celui de New York et la Floride. En parallèle, l'entreprise basée à Saint-Jean (31) poursuit le développement du traitement sur site des déchets hospitaliers en France dans le cadre de la transition écologique prévue dans le Plan de Relance avec trois nouvelles installations en Occitanie et en Aquitaine, grâce notamment à l'aide de l'Ademe. Accompagnée par Bpifrance et la Région Occitanie, elle a levé, depuis sa création en 2012, plus de 10 M€ auprès de fonds d'investissement français. Le système de traitement des déchets infectieux sur site développé par Tesalys limite les émissions de CO₂ liées au transport et à l'incinération de ces déchets en usines. Lauréate de l'appel à projets export « Solutions innovantes pour la décarbonation des services essentiels » de la direction générale du Trésor, Tesalys bénéficiera d'un financement Fasep pour l'installation d'un de ces équipements en Macédoine du Nord.

en bref

Froid. Les efforts de R & D de la PME moissagaise fondée par Benoit Duparc récompensés.

Quercy Réfrigération lauréate de deux dispositifs France relance

Leader européen des solutions de froid industriel et agroalimentaire écoresponsable, avec une forte volonté de développement international, la PME tarn-et-garonnaise Quercy Réfrigération a répondu à l'appel à projets « Soutien à l'investissement Industriel dans les Territoires » mis en place par la Direction générale des entreprises (DGE) et Bpifrance. Cet appel vise à soutenir des projets d'investissement industriel dans six secteurs stratégiques : l'aéronautique, l'automobile, le nucléaire, l'agroalimentaire, la santé, l'électronique et les intrants essentiels de l'industrie et à forte composante territoriale.

Au terme de l'appel à projets, Quercy Réfrigération a obtenu le soutien de l'État pour l'un de ces projets d'investissement industriel. Le premier d'un montant global de 1 395 000 €, soutenu par France relance à hauteur de 300 000 €, a pour

objectif la création d'une entreprise de fabrication française de groupe de refroidisseurs industriels dernière génération, plus économe en énergie et plus respectueuse de l'environnement. L'Eco-Chiller – c'est son nom – offre une diminution de 50 % des besoins en énergie et des nuisances sonores, garantit le maintien de la performance énergétique tout au long de la vie du groupe de froid. L'Eco-Chiller permet également de réduire l'utilisation d'éléments polluants difficilement recyclables. Ce projet industriel permet en outre de développer l'emploi et les compétences sur le territoire.

Répondant à l'appel à candidatures pour sélectionner des projets à l'export portés par des entreprises françaises dans le domaine de la décarbonation des services essentiels lancé par la direction générale du Trésor, le savoir-faire de Quercy Réfrigération fait éga-

lement partie des 19 lauréats pour l'appel à projets export « Solutions innovantes pour la décarbonation des services essentiels » d'un montant global de 8,8 M€ pour sa solution HD Cold pour le stockage et la conservation des denrées en chambres froides en Ouzbékistan.

Créée en 2007, à Moissac, Quercy Réfrigération est spécialisée dans les travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation dans les domaines arboricoles, agroalimentaires, vinicoles...

En 2013 l'entreprise a développé le système HD Cold qui permet de conserver des fruits en chambre froide pendant plusieurs mois avec une qualité optimale en limitant les traitements chimiques. Il permet également, grâce à son fort taux d'hygrométrie de réduire l'apparition des maladies.

Quercy Réfrigération a



Benoit Duparc, dirigeant de Quercy Réfrigération.

investi dans la station fruitière la Moissagaise afin de constituer un laboratoire grandeur nature destiné à pousser les tests et affiner les solutions. Le site dispose également d'un laboratoire de R & D équipés d'outils de mesures des propriétés organoleptiques et de contrôle de l'évolution de la qualité des fruits et légumes conservés lors des essais.

Recherche. TWB veut devenir le leader européen des biotechnologies industrielles.

TWB inaugure ses nouveaux locaux

Afin d'accompagner sa croissance et le développement de ses activités, TWB, Unité mixte de service dédiée au développement des biotechnologies industrielles, vient de s'installer dans de nouveaux locaux. Après deux ans de travaux, un nouveau bâtiment de 3 300 m² est sorti de terre. Il abrite l'ensemble de ses services supports ainsi que ses plateformes technologiques et héberge cinq start-up. Au cœur du campus de l'Insa Toulouse, à proximité de ses partenaires TBI et Critt Bio-Industries, le bâtiment de TWB s'inscrit dans un lieu d'enseignement supérieur et de recherche dont 15 000 m² sont dédiés aux biotechnologies industrielles, formant ainsi un complexe unique en Europe.

D'un montant total de 6,5 M€, les nouvelles installations de TWB ont été financées : à hauteur de 3,9 M€ dans le cadre du Contrat de Plan État-Région (CPER) 2015-2020 : État (1,3 M€), Région Occitanie (1,3 M€), Toulouse Métropole (1,3 M€) ; à hauteur de 2,6 M€ par Toulouse Campus, sous l'égide de l'Université fédérale Toulouse Midi-Pyrénées, grâce aux intérêts ANR générés.

UN NOUVEAU SITE ADAPTÉ À LA CROISSANCE DE TWB ET À SES ACTIVITÉS

Le site se divise en deux bâtiments distincts reliés par des couloirs et patios arborés : l'un, déjà existant, a été rénové



et abrite désormais l'ensemble des bureaux des services supports (direction, gestion, logistique, communication...) et des projets de TWB ; l'autre a été entièrement créé pour répondre aux besoins spécifiques des plateformes technologiques et des laboratoires projets de TWB.

Grâce à ces locaux supplémentaires, TWB envisage de déployer certaines de ses installations et d'en acquérir de nouvelles pour pouvoir proposer des services complémentaires. Cinq jeunes pousses sont d'ores et déjà hébergées et accompagnées sur le site : Pili, iMean, BioC3, Avowell et Lantana Bio. TWB a d'ailleurs fait le choix de réserver jusqu'à 15 % de son espace à ces jeunes entreprises qui disposent chez TWB de leurs propres bureaux et laboratoires et ont accès à l'ensemble des espaces communs. Le bâtiment héberge au total plus de 120 personnes dont une quarantaine constituant le personnel des start-up.

L'emplacement des nouveaux locaux de TWB se veut stratégique pour le développement de la filière des biotechnologies industrielles à Toulouse et son rayonnement à l'international.

TWB participe en effet largement aux programmes de stratégies d'accélération portés par l'Etat français. Ainsi, avec ses partenaires TBI et le Critt Bio-industries, TWB a été labellisé en tant qu'un intégrant industriel dénommé TIBH (Toulouse Industrial Biotechnology for Health). Dans le cadre de l'appel à projets ANR Grand Défi Biomédicaments, trois projets impliquant TIBH et des partenaires industriels et académiques ont été retenus et financés (BiopRNA, PHAEOMabs et Magi@Line).

Malgré le contexte sanitaire et la fermeture totale de ses installations pendant plus de deux mois, TWB a atteint un chiffre d'affaires de 7,3 M€ en 2020 (8,4 M€ en 2019) et conduit 61 projets de R & D

dont 30 nouveaux (soit 214 au total depuis 2012). Grâce à son modèle économique unique, la structure se différencie en France et en Europe par la qualité de son offre technologique et de ses services. Elle compte aujourd'hui plus de 80 collaborateurs qui contribuent à son succès. En accélérant le développement de la recherche publique vers les applications industrielles, TWB soutient des projets de R & D collaboratifs publics/privés des plus performants en France.

TWB, LE TREMPLIN DES START-UP EN BIOTECHNOLOGIES

TWB accompagne les start-up dans leur développement, du laboratoire jusqu'à l'échelle préindustrielle. Notamment, TWB peut offrir un hébergement à de jeunes sociétés, mettant à leur disposition ses plateformes technologiques de pointe ainsi que son expertise scientifique. La collaboration des start-up avec TWB leur permet d'obtenir rapidement des preuves de concept et de consolider une série de premiers résultats. Résultats qui, par effet de levier, leur ouvrent l'accès à des financements spécifiques (Bpifrance, Ademe,...) et/ou à des levées de fonds auprès d'investisseurs privés permettant le développement de leur activité. Ainsi, au total, plus de 250 M€ ont été levés par les start-up accompagnées par TWB depuis 2012.

A. B.

Actualités

L'ISAE-SUPAERO RÉHABILITE SES BÂTIMENTS

Leader mondial de l'enseignement supérieur en ingénierie aérospatiale, l'Isae-Supaero entame d'importants travaux de rénovation sur son campus toulousain de 19 hectares. Lauréat du plan de relance 2020-2022 lancé par le Gouvernement, le programme de rénovation énergétique des bâtiments de l'Institut vise à rendre le campus plus durable et responsable. Il devrait notamment permettre à terme un gain d'énergie de 67 %. Au total, six opérations seront menées en site occupé et s'échelonneront jusqu'à la fin 2022. La première étape de cette réhabilitation de plus de 11,9 M€ vise l'accroissement de la performance énergétique du campus et la réduction de son empreinte carbone.

PREMIÈRE CERTIFICATION BBKA POUR UNE RÉSIDENCE D'URBIS RÉALISATIONS

Urbis Réalisations vient d'obtenir pour la première fois le label BBKA pour la construction d'une résidence pour jeunes actifs à Toulouse. Le 23 novembre en effet, l'Association pour le développement du bâtiment bas carbone (BBKA) a dévoilé lors de son Forum 2021, les territoires, les maîtres d'ouvrage et les programmes bas carbone exemplaires. Parmi ces derniers, Urbis Réalisations s'est vu décerner la plus haute distinction en obtenant la certification BBKA niveau Excellence. Situé à Montaudran, dans la ZAC Malepère, le projet fraîchement certifié d'Urbis Réalisations, fruit d'une collaboration avec Adoma, filiale de CDC Habitat, comprend une résidence de 121 logements à destination de jeunes actifs dont la livraison est prévue au 3^e trimestre 2022.

INFORSUD TECHNOLOGIES, LABELLISÉ « EXPERT CYBER » PAR LA PLATEFORME CYBERMALVEILLANCE.GOUV.FR

Déjà référencée sur la plateforme cybermalveillance.gouv.fr, Inforsud Technologies, PME toulousaine, a obtenu, suite à un audit réalisé par l'Afnor, la certification Expert Cyber pour l'ensemble de l'entreprise, certifiant son expertise technique et sa transparence. L'entreprise répond à une forte demande d'accompagnement en cybersécurité, en hausse de 33 % en 2020, et s'attend à doubler le nombre de ses prestations et interventions sur 2022.

IMPLANTATION DE LA PREMIÈRE ENTREPRISE ADAPTÉE EN MILIEU CARCÉRAL À MURET

L'association toulousaine Envoi Insertion et Handicap vient d'ouvrir au centre pénitentiaire de Muret la première entreprise adaptée en milieu carcéral. Elle permet à des détenus en situation de handicap de reprendre un travail. L'entreprise adaptée a ainsi démarré le 29 novembre une activité de démantèlement des DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques). Cette expérimentation, rendue possible par la Loi de 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, a pour objectif de donner un accès au travail aux personnes incarcérées en situation de handicap et d'introduire une nouvelle démarche d'accompagnement social et professionnel favorisant leur réinsertion. 10 établissements pénitentiaires en France, dont celui de Muret, ont été retenus pour le déploiement d'entreprise adaptée in situ. La collecte et le traitement DEEE sont une activité historique d'Envoi Insertion et Handicap. Chaque année, ces équipes traitent près de 100 tonnes de DEEE avec la labellisation Ecologic. « Au total, nous prévoyons de créer 12 emplois, dont huit emplois de détenus en situation de handicap. L'activité doit permettre le démantèlement de plus de 268 tonnes de DEEE, soit 124 tonnes la première année puis 144 tonnes la seconde année », précise Thierry Pajaud, directeur d'Envoi Insertion et Handicap.

Recrutement. Les deux structures promettent d'accélérer les synergies communes.

Pôle emploi et Prism'emploi renforcent leur partenariat en local

En mai dernier, Pôle emploi et Prism'emploi signaient un accord-cadre national d'une durée de trois ans pour renforcer leur coopération. Ce faisant, l'opérateur public et l'organisation professionnelle, qui regroupe plus de 600 entreprises de toutes tailles soit 90 % du chiffre d'affaires de la profession, s'engageaient à « mobiliser conjointement leurs ressources et leurs expertises pour améliorer le retour à l'emploi des demandeurs d'emploi et des salariés intérimaires » et ainsi mieux répondre aux besoins en recrutement des entreprises.

C'est la déclinaison locale de cette convention que viennent de signer à Balma le 8 décembre Thierry Lemerle, directeur

régional de Pôle emploi, d'un côté, Joël Évrard et Matthieu Ourliac, respectivement président et vice-président de Prism'emploi Occitanie, de l'autre.

Cet accord-cadre régional s'articule autour de quatre axes majeurs. Il s'agit en premier lieu de « développer les relations entre les réseaux de Pôle emploi et de la branche du travail temporaire et du recrutement pour contribuer à une meilleure connaissance de leurs offres de services respectives. » Pour ce faire, les deux parties communiqueront au sein de leur réseau et organiseront des réunions d'information. Les représentants territoriaux d'Akto, l'Opco de la branche du travail temporaire, et du Fonds d'action sociale du

travail temporaire (FASTT), seront étroitement associés à ces rencontres.

Cette convention de partenariat vise également à « faciliter et fluidifier le sourcing de candidats, en accordant une importance particulière aux demandeurs d'emploi en situation de handicap et aux personnes les plus éloignées de l'emploi. »

Pôle emploi et Prism'emploi s'engagent également à « agir sur les offres d'emploi difficiles à pourvoir, notamment par la co-organisation d'actions sur les métiers pour lesquels des besoins en recrutement sont identifiés. »

Enfin, les deux organisations promettent d'agir de concert pour « favoriser les reconver-

sions des demandeurs d'emploi, en mobilisant les outils de formation disponibles. »

Près de 300 000 offres d'emploi sont chaque année déposées à Pôle emploi Occitanie dont 20 % par les établissements de travail temporaire.

On comptait en région en 2020 quelque 53 937 salariés intérimaires en équivalent temps plein répartis sur les 864 agences d'emploi présentes sur le territoire. « Si nous rapprochons ce chiffre des 600 000 demandeurs d'emploi sur l'Occitanie, nous pouvons réfléchir à une meilleure adéquation entre les compétences proposées par les demandeurs d'emploi et celles demandées par les entreprises du secteur », affirme Joël Évrard. A. B.

en bref

EN IMAGES

Artilect, open-lab collaboratif,

Innovation. Le premier Fablab de France a déménagé en centre-ville dans un nouvel espace de



En partenariat avec l'IsdaT (l'institut des arts et du design de Toulouse, anciennement les Beaux-arts), Artilect accueille des cours du Studio Les communs animés par la designeuse Nathalie Bruyère qui travaille actuellement avec ses étudiants autour de la thématique de mobilité du futur avec, en notion de fond, les enjeux du design comme la réparabilité, et le réemploi. La proximité géographique avec l'école permet à ces étudiants en design d'avoir accès à la chaîne de production numérique et d'y développer leur projet. Une fois formés à leurs utilisations, les étudiants ont librement accès aux outils pour matérialiser leurs travaux avec la création de prototypes...

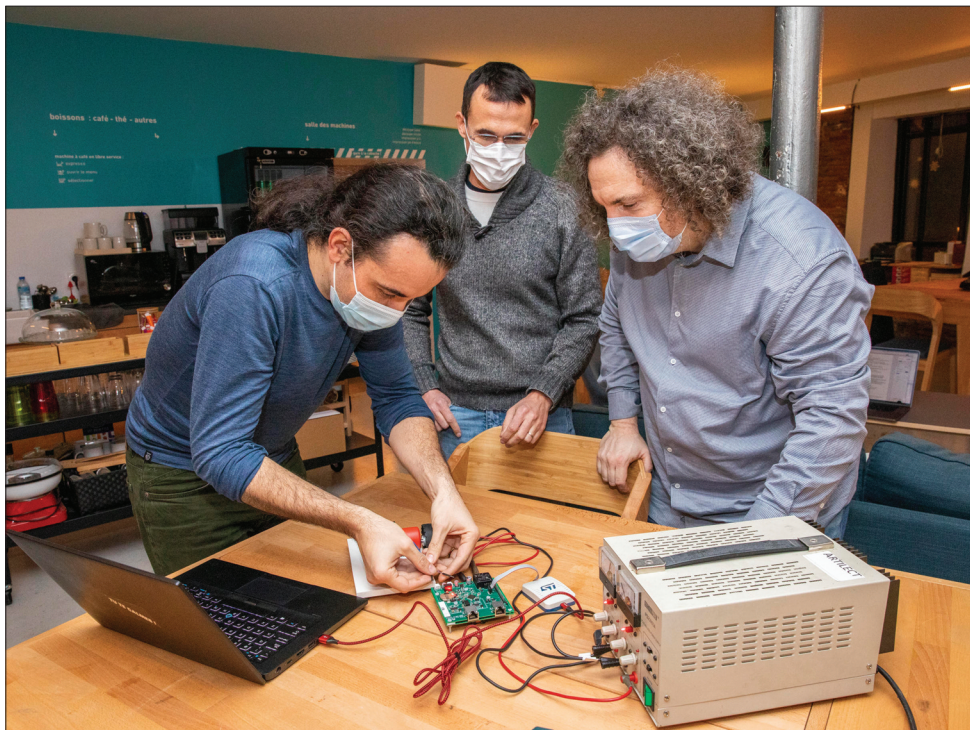


Artilect a ouvert un espace de coworking. Des étudiants, travailleurs indépendants, viennent à la journée ou à la demi-journée comme ici, les membres de la start-up UpFiner (dans le domaine du hardware) qui se réunissent une fois par semaine depuis deux mois chez Artilect. Des réunions informelles de membres passionnés et curieux tels que le lab musique et le lab tronic permettent d'échanger autour de thématiques communes comme ici autour de la création « Color box », une boîte à rythme originale et unique prototypée au sein du Fablab par Alexandre.

EN IMAGES

investit le cœur de Toulouse

créativité plus accessible au grand public. Véritable tiers-lieu, il déploie ses activités sur 300 m².



Les rendez-vous des Super Lundi ont laissé place à What do you fab, un rendez-vous mensuel – le premier lundi de chaque mois – qui donne la parole à trois personnes pour faire découvrir trois projets innovants à de futurs adhérents ou à la communauté de makers comme ici un enseignant-chercheur venu faire découvrir sa création open source « Owntech.org » qui représente une application pratique d'une alimentation reprogrammable adaptée pour les énergies renouvelables. Une adhésion de 39 € à l'année donne accès à l'ensemble des machines.,

Il y a un an, ouvrait le nouveau spot d'Artilect, niché 10 rue Tripière à Toulouse où Paule de Viguier a vécu au XVI^e siècle. Le premier « Fabrication Labotory » de France labélisé par le MIT est né en 2009 d'un projet fédéré par Nicolas Lassabe, docteur en informatique, aujourd'hui président de la structure. L'idée était, à sa création, de rendre possible l'invention et l'innovation en donnant accès à des outils de fabrication numérique. Après 10 ans à développer l'association à but non lucratif dans une magnifique halle, allée Maurice Sarraut dans le quartier de la Patte-d'oie devenue, à l'époque, un lieu de curiosité incontournable et site d'événementiel avec l'organisation du FabLab festival notamment, une nouvelle page s'ouvre en centre-ville plus accessible au grand public. Un des points forts de ces fablabs est la mutualisation des coûts. Fort d'un investissement de plus de 100 000 € dans l'achat de machines numériques, les membres et clients peuvent avoir accès aux matières premières et à de nombreux équipements ce qui rend très accessible la création, l'innovation et le prototypage grâce aux découpes laser, imprimantes 3D, machine à sublimation d'objets, une CNC métal et une bois, des machines à coudre, une machine à découpe vinyle, un traceur, un banc d'électronique. Artilect réinvente son modèle économique avec en plus de l'espace de création numérique, un espace de coworking, un Fab Café, une offre de formation, et des espaces d'accueil événementiel. L'activité y est plus riche, des ateliers et conférences sont proposés pour tout public et tout âge en semaine et le week-end tels des ateliers pour enfants pour fabriquer de la décoration de Noël.

TEXTES ET PHOTOS
LYDIE LECARPENTIER



La cave des belles idées date du XII^e siècle. Elle est aménagée pour accueillir des ateliers de formation ou des événements tels que des sessions de team building. Ici, avec des membres de l'association, un essai d'acoustique est effectué avec un instrument innovant au doux nom d'excitateur.

Toute l'équipe
du journal
vous souhaite de

*très belles fêtes
de fin d'année*

La Gazette du **Midi**
MIDI-PYRÉNÉES



Opinions

PAR JACQUES DE PANISSE, PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE, GÉRANT ET ASSOCIÉ OPTIGESTION

Un nouveau monde

Depuis plusieurs mois, un nouveau « monde réel » s'impose à nous. Les anciens postulats ne semblent plus pertinents tandis que les moyens d'intervention classiques ne produisent plus les effets attendus. Le confinement en urgence a occasionné des perturbations dans de nombreuses organisations et des modifications de comportement qu'il est encore difficile de pleinement appréhender. Les politiques monétaires ont témoigné des plus grandes largesses qui produiront, peut-être, une prépondérance de bénéfices. Les aides distribuées ont favorisé des réactions dont on mesure encore mal l'étendue.

Une complexité nouvelle s'empare des problématiques et toute anticipation s'avère avant tout incertaine.

Les logiques ne sont plus les mêmes et les hésitations de la Banque Centrale américaine, à elles seules, illustrent clairement l'impuissance du monde économique à comprendre les nouveaux rouages en place.

Ce décalage à l'origine d'une lisibilité réduite peut paraître préoccupant. En effet, les décideurs ont déjà de sérieux paradoxes à gérer, signalons notamment un endettement mondial qui atteint des plus hauts historiques alors que nous sommes à la veille d'innovations considérables autour de la blockchain, de l'intelligence artificielle, de l'ADN, de la robotique, de la transition énergétique... qui vont impliquer des investissements colossaux. Pourtant depuis le début de l'année les sociétés américaines ont consacré 1 100 milliards de dollars à des rachats de titres.

Ces observations nous conduisent à penser que les taux d'intérêt réels vont demeurer négatifs, du moins très bas, pendant long-

temps afin d'accompagner les investissements qui s'imposent, de ménager des États et des entreprises très endettés, d'éviter une crise majeure du monde obligataire. L'inflation future, qu'elle soit modérée ou plus soutenue, pourrait être perçue comme salutaire. Elle devrait alléger l'impact du coût de la dette, encourager l'investissement et d'une certaine façon nourrir la croissance. À ce titre, il nous semble qu'elle ne sera que modérément contrée par les banques centrales.

Sur les marchés financiers la situation est également singulière. Les principaux acteurs à l'origine des mouvements de marché sont des algorithmes de trading qui exploitent toute situation susceptible d'accroître la volatilité. Parmi les acteurs, se trouvent également des particuliers, jeunes, qui ont découvert la bourse durant le confinement. Ils agissent souvent en meute et cherchent à contrer les experts de Wall Street avec des martingales bien pensées qui produisent le plus souvent leur effet. Les errements du marché sont, de ce fait, le produit de comportements qui ne se préoccupent guère du moyen/long terme. Il s'agit d'exploiter, voire de favoriser, des écarts de cours pour générer un profit.



La planète financière ne cesse de s'accroître. Il est intéressant d'identifier les métriques à l'origine de son ascension. Depuis 10 ans, la hausse du principal indice d'actions aux États-Unis, le S

& P 500, est constituée à 31 % par la croissance des résultats, à 7 % par les dividendes, à 41 % par les rachats d'actions, à 21 % par la croissance des valorisations. 2/5^e de la progression du cours se fondent sur les résultats et les dividendes qui constituent pourtant la véritable performance économique de la société. Les rachats d'actions permettent d'améliorer le bénéfice par action. S'ils déclenchent une vraie hausse du cours, celle-ci résulte de l'arithmétique (réduction du nombre d'actions en circulation) et non de la création d'une valeur ajoutée de l'entreprise.

La progression de la valorisation est significative mais se justifie du fait de la forte baisse des taux d'intérêt.

Cette analyse reflète la financiarisation croissante des économies qui explique le pouvoir omnipotent des banques centrales. Il est probable qu'elles vont devoir déployer de nouveaux concepts et de nouveaux outils pour accompagner des économies confrontées à de nouveaux défis.



Filière

Rien ne semble plus l'arrêter. Airbus engrange semaines après semaines de nouvelles commandes. Après Qantas, qui a passé commande de 134 avions, c'est Air France KLM qui vient de signer pour l'acquisition d'une centaine de nouveaux appareils, sans compter les options. L'avionneur européen, selon les spécialistes, s'installe, et pour longtemps, dans le fauteuil du leader mondial, faute pour son concurrent américain d'avoir su moderniser et étoffer sa gamme. De bonnes nouvelles pour l'économie occitane, dont l'Insee rappellerait récemment l'exposition extrêmement forte à ce marché. Faut-il en conclure que le pire est derrière nous? C'est ce qu'assure le directeur général de Safran cette semaine dans les colonnes du *Monde*, lequel prévoit un retour au niveau d'avant-crise dès 2024. Un optimiste loin d'être unanimement partagé dans la filière, si l'on se réfère aux difficultés que connaissent encore certains gros sous-traitants, à l'image de Figeac Aéro, lequel, très violemment affecté par la crise économique résultant de la pandémie, est toujours en négociation en vue d'une recapitalisation. À suivre.

A. B.

édito

le regard de Faro

RÉFORME DES RETRAITES :
LE PATRONAT VEUT TROIS RÉGIMES DISTINCTS.



Vient de paraître

LA FRANCE SOUS NOS YEUX,
ÉD. LE SEUIL, DE JEAN-LAURENT CASSELY ET JÉRÔME FOURQUET

Qu'ont donc en commun les plateformes logistiques d'Amazon, les émissions de Stéphane Plaza, les restaurants de kebabs, les villages de néoruraux dans la Drôme, l'univers des coaches et les boulangeries de rond-point ? Rien, bien sûr, sinon que chacune de ces réalités économiques, culturelles et sociales occupe le quotidien ou nourrit l'imaginaire d'un segment de la France contemporaine. Or, nul atlas ne permet de se repérer dans cette France nouvelle où chacun ignore ce que fait l'autre. L'écart entre la réalité du pays et les représentations dont nous avons hérité est dès lors abyssal, et, près d'un demi-siècle après l'achèvement des Trente glorieuses, nous continuons à parler de la France comme si elle venait d'en sortir. Pourtant, depuis le milieu des années 1980, notre société s'est métamorphosée en profondeur, entrant pleinement dans l'univers des services, de la mobilité, de la consommation, de l'image et des loisirs. C'est de la vie quotidienne dans cette France nouvelle et ignorée d'elle-même que ce livre entend rendre compte à hauteur d'hommes et de territoires.

La France sous nos yeux, de Jean-Laurent Cassely et Jérôme Fourquet, vient de recevoir le Prix du Livre d'Economie 2021.

Le livre de l'année 2021 Lire

PAR DANIEL MINGAUD, avocat à la cour, spécialiste en droit du travail

Prime inflation : décryptage du « cadeau de Noël » aux salariés

Le 21 octobre dernier, le Premier ministre, pour éviter la grogne sociale en cette fin d'année (« vacciné » après le mouvement des Gilets Jaunes!), annonçait la distribution d'une prime « inflation », destinée à limiter les effets de la hausse à la pompe et, plus largement, des prix de certains produits, sur le pouvoir d'achat de près de 38 millions de Français.

Il s'agit d'une aide exceptionnelle, au mécanisme particulièrement novateur, prévu par l'article 13 de la loi de finances rectificative n° 2021-1549 du 1^{er} décembre 2021, et dont les dernières précisions viennent d'être dévoilées le 2 décembre 2021 sur le Bulletin officiel de la Sécurité sociale (Boss). <https://boss.gouv.fr/portail/accueil/mesures-exceptionnelles/questions-reponses-versement-de.html>

BÉNÉFICIAIRES

L'indemnité « inflation » s'adresse à toute personne âgée d'au moins 16 ans au 31 octobre 2021, sous conditions de ressources, qu'elle soit salariée, retraitée, travailleur indépendant, demandeur d'emploi, alternant, intérimaire ou encore stagiaire percevant une gratification supérieure à la gratification légale minimale.

Concernant les salariés, sont concernés tous les salariés (en activité, en congé maladie, en congé maternité ou encore en arrêt de travail) percevant moins de 2 000 € nets par mois, employés courant octobre 2021, quelle que soit la durée de leur emploi et du travail, et ce, même si le contrat de travail a été rompu



Daniel Mingaud, avocat à la cour, spécialiste en droit du travail.

depuis.

Ainsi, un salarié ayant un contrat de travail débutant le 1^{er} septembre 2021 et se terminant le 15 octobre 2021 est éligible à la prime inflation, tout comme celui engagé le 18 octobre 2021 ayant quitté les effectifs le 22 du même mois.

MONTANT ET MODALITÉS DE VERSEMENT

Forfaitaire, le montant de la prime inflation s'élève à 100 € exonérés de charges sociales et d'impôt sur le revenu, et sera versé, en une fois, pour les salariés en décembre 2021, et si « impossibilité pratique », au plus tard le 28 février 2022.

SALAIRE PRIS EN COMPTE

Le plafond de rémunération s'appréciera en fonction de la rémunération mensuelle moyenne brute perçue entre le 1^{er} janvier et le 31 octobre 2021, avant application du prélevement à la source. En pratique, les salariés qui bénéficieront de cette prime devront percevoir une rémunération moyenne brute inférieure à 2 600 €, heures supplémentaires comprises.

Les primes de fin d'année (13^e mois), à l'exception de celles lissées sur l'année, ne



seront pas prises en compte dans ce calcul, ni les indemnités d'activité partielle, ni même les éléments de rémunération exonérés de cotisations et contributions (tels que les primes exceptionnelles de pouvoir d'achat – PEPA).

VERSEMENT DE LA PRIME

Il appartient à l'employeur de verser cette prime aux salariés. Elle devra figurer sur le bulletin de décembre 2021, sous le libellé « Indemnité Inflation – Aide exceptionnelle de l'État » pouvant être abrégé en « Indemnité inflation ».

REMBOURSEMENT DES EMPLOYEURS

L'État remboursera intégralement les employeurs du montant des indemnités qu'ils auront versées. En pratique, les employeurs déclareront le versement des primes (via la DSN, à l'instar de la prime exceptionnellenement de pouvoir d'achat) et les déduiront des cotisations sociales dues au titre de la même paie, dès

le mois suivant.

Un léger décalage de trésorerie de 5 à 20 jours pourra être observé entre le paiement de la prime et les déductions de cotisations sociales.

CAS PARTICULIERS DES SALARIÉS EN CONTRATS COURTS ET MULTI-EMPLOYEURS

Chaque salarié ne peut percevoir qu'une seule fois l'indemnité inflation. Aussi, le salarié multi-employeurs recevra l'indemnité auprès de son employeur principal, c'est-à-dire :

- L'employeur auprès duquel le salarié est toujours employé à la date du versement,
- À défaut, l'employeur avec lequel le salarié a eu, au cours du mois d'octobre 2021, le contrat de travail dont la durée était la plus importante
- Enfin et dans le cas où la quotité de travail est égale entre les différents employeurs, l'employeur avec lequel la relation de travail s'est terminée en dernier.

Pour percevoir l'indemnité, deux cas de figure :

- Pour les salariés qui ont pu cumuler, au cours du mois d'octobre 2021, au moins 20 heures de travail auprès de leur employeur principal, aucune démarche ne leur sera demandée pour bénéficier de la prime que lui versera, par défaut, ce dernier.

- Pour les autres, en revanche, il leur appartiendra de se « déclarer » auprès de leur employeur principal pour en pouvoir la toucher.

En tout état de cause, et pour éviter des doubles versements, tous les salariés multi-employeurs seront tenus d'informer leurs autres employeurs (susceptibles de leur verser l'indemnité).

Pour les guider dans ces démarches, il appartient aux employeurs de communiquer à leurs salariés (et ses ex-salariés qui ont travaillé en octobre mais qui ont quitté l'entreprise depuis) un formulaire de signalement, avec délai de réponse à respecter, au-delà duquel en cas de défaut de réponse du salarié dans le délai imparti, ils ne seront pas tenus responsables du double paiement (Boss, QR B. 7).

Mieux vaut se conformer strictement au mécanisme particulier de cette réglementation, puisqu'il est d'ores et déjà prévu que l'Urssaf, comme en matière d'activité partielle, procède à des contrôles sur les sommes versées par l'employeur.



PAR L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES RÉGION OCCITANIE

L'exonération des dons familiaux de sommes d'argent

Les dons de somme d'argent au profit de membres du groupe familial peuvent être exonérés de droits d'enregistrement dans une certaine limite.

QUI PEUT BÉNÉFICIER DE CETTE EXONÉRATION ?

Cette exonération s'applique aux dons en argent réalisés par une personne physique âgée de moins de 80 ans au jour de la transmission à un bénéficiaire majeur ou mineur émancipé. Le don doit être fait :

- soit à un enfant ;
- soit à un petit-enfant ;

- soit à un arrière-petit-enfant ;
- soit à défaut d'une telle descendance, d'un neveu ou d'une nièce ;
- soit à un petit-neveu ou petite-nièce venant par représentation d'un neveu ou d'une nièce prédécédés

QUEL EST LE CHAMP D'APPLICATION DU DISPOSITIF ?

Sont concernés les dons de sommes d'argent effectués en pleine propriété par chèque, virement, mandat ou remise d'espèces.

L'exonération de droits d'enregistrement d'un montant maximal de 31 865 € s'applique pour un même donateur à un même donataire renouvelable tous les quinze ans.

En cas de donations successives, les règles fiscales relatives au rappel des donations passées depuis moins de quinze ans ne sont pas applicables pour l'application de la présente exonération.

Par ailleurs, l'exonération au titre de ces dons se cumule avec les abattements de droit commun auxquels peuvent prétendre les bénéficiaires.

QUELLES SONT LES OBLIGATIONS DÉCLARATIVES ?

La forme de la libéralité n'a aucune incidence pour bénéficiaire de l'exonération. Ce peut être un acte notarié, un acte sous seing privé ou encore un don manuel. En présence d'un acte, un enregistrement sera

nécessaire. À défaut d'acte, une déclaration devra être faite auprès de l'administration fiscale (imprimé n° 2735), ou, depuis le 30 juin 2021, via l'espace personnel du contribuable sur impots.gouv.fr.

Pour plus de détails, contactez votre expert-comptable.



1, Boulevard des Récollets, CS 97802, 31078 Toulouse Cedex 4 – Le Belvédère.
Tél. 05 61 14 71 60 – www.oec-occitanie.org

regard



NOËL

Qui aurait pu croire qu'un jour évoquer Noël en France serait un acte de résistance ? Résistance à la Commission européenne qui, dans un document interne très orwellien, invite à proscrire toute référence à Noël pour lutter contre les « stéréotypes » au nom d'une « communication inclusive ». L'idée de Noël, que personne n'est obligé de partager, n'est jamais aussi forte et populaire que lorsqu'elle s'oppose à la bêtise des hommes et à la tentation, toujours présente, de leur tyrannie. Contre le wokisme restons éveillés ! Joyeux Noël !

THIERRY CARRÈRE
AVOCAT À TOULOUSE,
ANCIEN BÂTONNIER

Agenda

SOLIDARITÉ AVEC LES AVOCATS AFGHANS : LE FONDS DE DOTATION DU CNB FAIT UN APPEL AUX DONES

À l'occasion de la journée internationale des droits de l'Homme, le Conseil national des barreaux relaie l'appel à la générosité de son fonds de dotation en soutien aux avocats et défenseurs des droits afghans réfugiés en France. Le CNB poursuit ainsi sa mobilisation auprès des défenseurs des droits afghans. Le fonds de dotation du Conseil national des barreaux a reçu de la préfecture de Paris une autorisation d'appel à la générosité valable jusqu'au 24 novembre 2022. Les fonds récoltés permettront au fonds de dotation, directement ou par son intermédiaire, de : mettre en place des actions humanitaires auprès des avocats et défenseurs des droits afghans réfugiés en France ; accompagner les avocats afghans et défenseurs des droits dans leur accès à la profession d'avocat en France. Dès à présent, la participation à la campagne de mobilisation, en vue de renforcer le soutien matériel, financier et humain à destination des défenseurs des droits afghans en France, peut se faire sur la plateforme dédiée.

Consommation. La loi 2021-1104 du 22 août 2021 dite loi Climat contient un grand nombre de mesures disparates. Revue de détail.

Loi Climat, ce qu'il faut retenir

La loi Climat du 22 août 2021, « portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets », prévoit un grand nombre de nouvelles mesures en faveur des consommateurs.

AFFICHAGE DE L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DES BIENS ET SERVICES

L'affichage de l'impact environnemental des biens et services pour l'information des consommateurs a été initialement prévue par la loi Agec (loi 2020-10 anti-gaspillage et économie circulaire) pour entrer en vigueur en 2022 à titre facultatif.

La loi Climat modifie le calendrier de cette disposition. Elle prévoit une phase d'expérimentation de cinq ans à l'issue de laquelle l'affichage sera obligatoire pour les biens et services dont la liste devra être définie par décret.

L'expérimentation concerne les secteurs du textile d'habillement, des produits alimentaires, de l'ameublement, de l'hôtellerie et des produits électroniques.

La phase d'expérimentation est destinée à évaluer la méthodologie de calcul de l'impact environnemental et les modalités de l'information au consommateur (marquage, étiquetage ou tout autre procédé, visible ou accessible, en

particulier au moment de l'achat).

L'impact environnemental sera apprécié au regard de l'émission de gaz à effet de serre, des atteintes à la biodiversité, de la consommation d'eau et d'autres ressources naturelles. Il tiendra également compte des productions externalisées, en particulier pour les produits agricoles, sylvicoles et alimentaires.

L'obligation d'affichage sera sanctionnée par une amende administrative de 15 000 € (3 000 € pour une personne physique). L'utilisation ou la publication d'un affichage non conforme seront sanctionnées de la même amende.

OBLIGATION DE FOURNIR DES PIÈCES DÉTACHÉES

La loi Climat élargit à de nouveaux secteurs d'activité les obligations relatives aux pièces détachées prévue par la loi pour l'économie circulaire.

À compter de 2022, fabricants et importateurs doivent informer les vendeurs de la période au cours de laquelle les pièces détachées indispensables à l'utilisation des produits seront disponibles sur le marché. Le vendeur en informe le consommateur par écrit lors de l'achat du bien (code de la consommation, article L 111-4).

Fabricants et importateurs devront assurer la disponibi-

lité des pièces détachées pendant la période de commercialisation du produit et pendant une période minimale complémentaire de cinq ans après la date de mise sur le marché de la dernière unité produite.

La loi pour l'économie circulaire visait ainsi les fabricants d'équipements électroménagers, de petits équipements informatiques et de télécommunications, d'écrans et de moniteurs.

À compter de 2023, cette obligation est étendue par la loi Climat aux fabricants et importateurs d'outils de bricolage et de jardinage motorisés, d'articles de sport et de loisirs, de bicyclettes, de bicyclettes à assistance électrique et d'engins de déplacement personnel motorisés.

Les entreprises d'entretien et de réparation de certains produits (électroménager, informatique...) doivent offrir à la place de pièces de rechange neuves des pièces de rechange issues de l'économie circulaire (code de la consommation, article L224-109). Cette obligation est élargie aux outils de bricolage et de jardinage motorisés, articles de sport et de loisirs, bicyclettes à assistance électrique et engins de déplacement motorisés.

Ces obligations seront précisées par décret (produits et pièces concernées, périodes minimales complémentaires,

délais, etc.).

PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES ET TOITS VÉGÉTALISÉS

La loi Climat renforce à compter de juillet 2023 l'obligation d'installer des panneaux photovoltaïques en toiture, ou des toits végétalisés, pour certaines constructions des entreprises.

Créée par la loi 2019-1147 du 8 novembre 2019, cette obligation concerne jusqu'à présent les constructions de plus de 1 000 m² d'emprise au sol (bâtiments à usage commercial, industriel ou artisanal, entrepôts, hangars, ainsi que les parcs couverts de stationnement public). Les panneaux photovoltaïques ou les toits végétalisés doivent recouvrir 30 % de la surface (code de l'urbanisme, article L 111-18-1°).

La loi Climat étend l'obligation aux constructions de plus de 500 m² et aux constructions de bureau d'emprise au sol supérieure à 1 000 m².

L'obligation est également étendue aux opérations de rénovation lourde affectant les structures porteuses des bâtiments.

Les aires de stationnement extérieur de plus de 500 m², associées à ces constructions, devront être équipées d'aménagements hydrauliques ou de dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou



leur évaporation.

Ces aires de stationnement devront être ombragées au moyen d'un dispositif végétalisé ou d'ombrières munies d'un dispositif de production d'énergie renouvelable.

Les obligations concernant les aires de stationnement doivent être réalisées sur au moins la moitié de leur surface.

RELANCE DU PRÊT "AVANCE MUTATION"

Créé par la loi du 17 août 2015, le « prêt avance mutation » (PAM) est un prêt consenti à une personne physique pour financer des travaux de rénovation énergétique d'un logement. Il est garanti par une hypothèque sur un immeuble d'habitation appartenant à l'emprunteur. Le remboursement du prêt

n'est initié que lors de la mutation du bien.

Le prêt avance mutation n'a jusqu'à présent pas été commercialisé par les banques faute de garanties sur la date de la mutation et la valeur du bien.

Pour encourager les travaux de rénovation énergétique des logements, la loi Climat apporte diverses améliorations au dispositif notamment pour les personnes connaissant des difficultés d'accès au crédit (code de la consommation, article L 315-2).

Lors de la conclusion du contrat de prêt, l'estimation de la valeur du bien hypothéqué peut être effectuée par la banque elle-même au lieu d'être confiée à un expert indépendant aux frais de l'emprunteur.

Le prêteur peut fixer un délai maximum pour le remboursement lorsque la mutation du bien tarde à intervenir. Le prêteur est sécurisé et l'emprunteur évite l'accumulation des intérêts capitalisés en l'absence de mutation du bien.

Sous conditions de ressources, le prêt peut être, partiellement, garanti par le Fonds de garantie pour la rénovation énergétique, l'opération ne pouvant cependant pas couvrir la totalité du prêt.

Le prêt « avance mutation » ne peut permettre de financer les besoins d'une activité professionnelle.

Droit du travail. Dès lors qu'ils participent à la prise en charge d'un régime de prévoyance complémentaire, les employeurs bénéficient d'une exonération de cotisations sociales sur leurs contributions, sous condition de respect d'un formalisme précis. Le groupe de travail Ressources Humaines d'Absoluce fait le point sur ces obligations qui viennent d'évoluer.

Régimes de mutuelles et prévoyances : attention à la conformité !

Les entreprises doivent étudier deux éléments pour vérifier la conformité de leurs actes mettant en place les régimes de mutuelles et prévoyance : les critères d'objectivité, et le cas des suspensions de contrats de travail durant la crise Covid.

LES CRITÈRES D'OBJECTIVITÉ ONT ÉTÉ MIS À JOUR

Pour être exonérée de cotisations, la part patronale finançant les garanties « frais de santé et prévoyance » doivent répondre à un certain nombre de critères. L'un de ces critères repose sur le caractère collectif de la couverture proposée.

Rappelons que pour être collectif, le régime mis en place doit concerner soit tous les

salariés, soit une « catégorie objective » de salariés. Toutefois, suite à la fusion des régimes de retraites Agirc-Arcco (régime cadre/non-cadre) au 1^{er} janvier 2019, les critères objectifs se basant sur les salariés cotisant au régime de retraite cadre ou non cadre ou sur les tranches de rémunération ne peuvent plus être utilisés. Devant ces incohérences, un décret de juillet 2021 a apporté des précisions pour mettre à jour les critères objectifs et permettre ainsi de continuer de bénéficier des exonérations de charges.

Ainsi, désormais, il est fait référence :

- soit au seuil de rémunération égal au plafond de la sécurité sociale ou à deux, trois,

quatre ou huit fois ce plafond (attention : l'entreprise ne peut pas constituer une catégorie objective en ne retenant que les salariés percevant plus de 8 fois ce plafond) ;

- soit aux catégories « cadres et non cadres » résultant de l'accord national interprofessionnel de 2017. Relèvent ainsi de la catégorie cadres, les salariés appelés communément les articles 4 (cadres désignés par la convention collective notamment) et les articles 4 bis (les assimilés cadres obligatoires).

Il faut par conséquent être vigilant sur deux points :

- au vocabulaire utilisé dans les contrats et les actes fondateurs des garanties frais de santé et prévoyance ;

- aux salariés qui, à ce jour, ne rentrent pas dans ces catégories mais qui bénéficient d'une couverture identique aux cadres (par exemple les anciens « articles 36 »). Pour ces personnes, le décret prévoit la possibilité de les inclure si un accord interprofessionnel ou professionnel ou convention de branche le permet et si cet accord ou convention est agréé par l'Apec.

Ces nouvelles dispositions entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2022. Cependant, les entreprises auront jusqu'au 31 décembre 2024 pour se mettre en conformité.

LES SUSPENSIONS DE CONTRAT DE TRAVAIL

Le deuxième élément à

étudier est l'appréciation du caractère « collectif et obligatoire » du régime en place en cas de suspension du contrat de travail.

En effet, suite à la crise Covid et au recours massif à l'activité partielle, les salariés n'ont pas perçu de salaires mais des allocations d'activité partielle qui n'entraient pas dans l'assiette des cotisations des couvertures de prévoyance (sauf dispositions particulières prévues au contrat).

Pour résoudre le problème et devant l'urgence de la situation, une loi de juin 2020 a prévu le maintien des garanties de prévoyance en cas d'activité partielle. Mais cette loi ne

s'applique plus depuis le 30 juin 2021.

Afin de maintenir ce dispositif favorable aux salariés, une instruction de juin 2021 apporte des précisions. Ainsi, deux cas sont distingués, avec ou sans indemnisation de l'absence, mais, que le salarié soit indemnisé ou pas, la part prise en charge par l'employeur sera exonérée de cotisations.

Pour les entreprises dont les contrats actuels ne répondent pas à ces exigences, elles auront jusqu'au 1^{er} janvier 2022 pour souscrire un contrat conforme. Elles ont tout intérêt à contacter rapidement leurs assureurs pour s'assurer qu'elles ne risquent aucun redressement.



**RÉSERVES
FAIBLES**



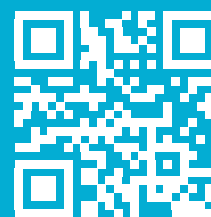
**DON DE SANG
MAINTENANT
C'EST URGENT !**

REJOIGNEZ-NOUS, DEVENEZ DONNEUR.



PARTAGEZ VOTRE POUVOIR,
DONNEZ VOTRE SANG !

**TROUVEZ LA COLLECTE
LA PLUS PROCHE
DE CHEZ VOUS**



dondesang.sante.fr

0 800 972 100

Service & appel
gratuits

Fiscalité. L'accord sur la réforme fiscale internationale a été adopté.

La commission présente sa proposition d'impôt minimum des multinationales

Les dirigeants des 20 principaux pays industriels et émergents (G20) ont confirmé l'accord sur la réforme fiscale internationale que 136 pays de l'OCDE (Organisation pour le Commerce et le développement économique) ont conclu le mois dernier. Elle prévoit un impôt sur les sociétés (Isoc) minimal effectif sur les bénéfices des entreprises multinationales qui devront également redistribuer une partie de leurs impôts vers les pays où elles réalisent d'importants bénéfices sans y être éta-

blies physiquement. Les dirigeants européens ont qualifié la décision du G20 d'« accord historique et équitable ».

Une proposition visant à transposer cet engagement de l'OCDE dans la législation de l'Union européenne sera présentée au cours du mois de décembre. L'Europe était dans une position délicate car l'Irlande, la Hongrie et l'Estonie appliquent un impôt minimal inférieur à 15 % en vue d'inciter les grandes entreprises multinationales à venir y établir leur siège. Toutefois ces pays n'ont pas

fait opposition à cet impôt minimum de 15 % pour les multinationales affichant un chiffre d'affaires de 750 M€.

L'Irlande, qui accueille de nombreuses entreprises digitales internationales, relèvera son taux d'imposition effective minimum des sociétés à 15 %, a réussi à faire supprimer l'expression « au moins » devant les 15 % pour éviter que l'on remette la barre un peu plus haut. L'Estonie a obtenu, pour sa part d'insérer dans l'accord une clause selon laquelle les petites filiales de multinationales enregistrant moins de 10 M€ de

chiffre d'affaires et 1 M€ au maximum de bénéfice échapperont à cet impôt minimum de 15 %. Quant à la Hongrie, elle maintiendra son taux Isoc à 9 % et le relèvera à 15 % au cas par cas pour les multinationales dépassant le seuil instauré par cette clause. Enfin Chypre, qui ne fait pas partie de l'OCDE, appliquera également l'accord.

La répartition des recettes fiscales ainsi collectées sera plus difficile à mettre en place. Ses règles précises doivent encore être convenues et ratifiées par tous les pays.

Cela ne pourra intervenir qu'en 2023 au plus tôt. De plus, cette mesure entraînera une perte de recettes fiscales pour les États-Unis et l'on attend la réaction du Congrès américain à ce sujet.

Le montant de la recette fiscale issue de la réforme reste à déterminer. Des multinationales comme Google et Apple, affichant un chiffre d'affaires de 20 Mds€ et une marge bénéficiaire de 10 Mds€, devront redistribuer, après déduction des impôts (25 %) payés aux États-Unis, l'impôt restant dans les pays où leurs ventes sont élevées.

Selon des sources européennes, les caisses des États européens qui n'espéraient pas moins de 50 Mds€ de recettes fiscales supplémentaires par an, ne pourront compter que sur 5 à 7 Mds€ par an.

L'accord fiscal international implique cependant l'abandon du projet de taxe européenne sur les services numériques. La France, l'Italie, l'Espagne, l'Autriche et le Royaume-Uni, qui ont déjà instauré une taxe digitale nationale, pourront la maintenir jusqu'à l'entrée en vigueur de l'accord de l'OCDE.

Démographie. L'Union européenne s'est fixée comme objectif de réduire le nombre de décès liés à la pollution.

La pollution de l'air fait plus de 300 000 décès par an

Selon l'Agence européenne de l'environnement (AEE), la pollution aux particules fines a provoqué 307 000 décès prématurés dans l'Union européenne en 2019, chiffre élevé mais en diminution de plus de 10 % en un an.

Parmi les principaux pays de l'Union européenne, la pollution aux particules fines a été responsable en 2019 de 29 800 décès en France, 53 800 en Allemagne 49 900 en Italie, 23 300 en Espagne et 23 300 morts en Pologne, pays le plus touché par rapport à sa population globale.

Au début des années 1990,

les particules fines provoquaient près d'un million de décès dans les 27 pays de l'Union européenne. Le nombre de décès avait diminué à 450 000 en 2005. Si les efforts sont notables l'Agence appelle à les accélérer. D'après l'étude, plus de la moitié des vies perdues en 2019 auraient pu être sauvées si les 27 pays membres respectaient les nouveaux objectifs de qualité de l'air récemment fixés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

L'Union européenne s'est fixée comme objectif d'avoir réduit d'au moins 55 % en

2030 le nombre de décès prématurés causés par les particules fines, par rapport au niveau de 2005 (soit 247 500). Si la pollution de l'air diminue au rythme actuel, l'Agence estime que cet objectif serait atteint avec deux ans de retard, soit en 2032.

La pollution de l'air reste la menace environnementale la plus importante pour la santé des Européens. Les maladies cardiaques et les accidents vasculaires cérébraux sont les causes les plus fréquentes de décès prématurés imputables à la pollution atmosphérique, suivies par les maladies pul-

monaires et les cancers du poumon, selon l'Agence européenne de l'environnement.

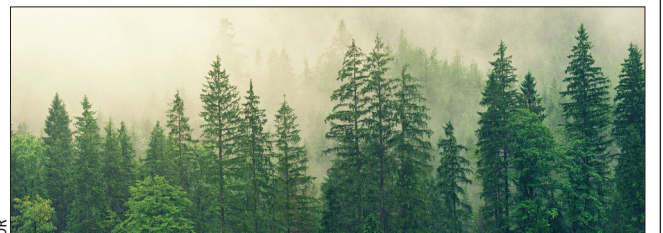
Même si la situation s'améliore progressivement, l'Agence avait averti en septembre que la plupart des pays européens étaient au-delà des limites, qu'il s'agisse des recommandations européennes ou de celles plus ambitieuses de l'OMS. Selon cette dernière, la pollution de l'air fait sept millions de morts prématurés par an, un bilan qui la place à des niveaux proches du tabagisme ou de la mauvaise alimentation.

Actualités

L'EUROPE VEUT LUTTER CONTRE LA DÉFORESTATION

La Commission européenne a publié une proposition de loi pour lutter contre la déforestation importée. Entre 2005 et 2017, le soja, l'huile de palme et le bœuf ont été les produits de base responsables de la plus grande déforestation importée dans l'Union européenne, suivis des produits du bois, du cacao et du café. La proposition de la Commission européenne s'attaque à l'importation de ces six produits en visant davantage de traçabilité, de transparence et un renforcement des obligations de responsabilité des entreprises. Cette proposition arrive au moment où la déforestation s'accélère en Amazonie brésilienne, avec une augmentation de 22 % en un an. Or, l'UE est le deuxième plus gros responsable de la déforestation importée, derrière la Chine, selon le WWF. Elle est ainsi responsable de 16 % de la déforestation tropicale liée au commerce international.

Cette loi s'inscrit dans une tendance internationale de lutte contre la déforestation. À la COP 26, plus de cent pays abritant 85 % des forêts mondiales se sont engagés à enrayer la déforestation d'ici 2030. Le texte propose plusieurs avancées majeures. La proposition de loi prend notamment en compte une définition large de la déforestation. Les commodités et produits concernés mis sur le marché devront être exempts de déforestation, même si elle est légale dans le pays de production. Les entreprises devront en plus avoir une exigence de traçabilité jusqu'à la parcelle grâce à un devoir de vigilance incluant la géolocalisation des parcelles où les commodités ont été produites et un système de traçabilité rigoureux. La Commission européenne demande la mise en place d'un système de devoir de vigilance obligatoire par les entreprises. Concrètement, les entreprises soumises à la loi devront vérifier, avant de mettre un produit sur le marché, qu'il n'est pas issu d'une terre qui a été déforestée et dans le cas contraire, renoncer à le commercialiser. Le WWF, l'association Canopée et Envol Vert saluent ces avancées mais estiment que le périmètre de la proposition de loi reste trop réduit. La loi ne se réfère explicitement qu'aux forêts. Elles appellent à étendre le périmètre aux écosystèmes comme les savanes, prairies et tourbières, eux aussi menacés par l'expansion agricole entraînée par nos importations. De même la proposition de loi laisse de côté la question essentielle des droits humains. La proposition actuelle se limite à six commodités. Le WWF voudrait inclure en plus le caoutchouc, le maïs, le sucre et le poulet. L'association Envol Vert pointe également l'absence de l'Hévéa qui détruit les forêts tropicales pour la production du caoutchouc et « la viande transformée ». Les associations invitent le Conseil et le Parlement à corriger ces lacunes.



Appel à projet. Il vise à renforcer la confiance du public dans le système alimentaire.

Soutien au secteur alimentaire

L'Institut européen d'innovation et de technologie (IET) vise à créer une communauté inclusive et innovante de divers partenaires du secteur alimentaire, afin de rendre le système alimentaire plus durable, plus sain et plus fiable. L'IET Alimentation, appel à proposition ouvert le 1^{er} novembre 2021 a notamment pour objectif d'améliorer les conditions permettant de renforcer la confiance du public dans le système alimentaire.

Parmi les autres objectifs, l'Institut européen d'innova-

tion et de technologie s'est fixé d'atteindre les meilleurs résultats en matière de santé grâce à notre alimentation, d'améliorer l'impact environnemental des systèmes agroalimentaires et de permettre la transition vers une économie circulaire et durable.

L'institut européen d'innovation et de technologie a déterminé six priorités : les protéines alternatives, l'agriculture durable, la nutrition ciblée, l'aquaculture durable, la traçabilité numérique et les systèmes alimentaires circulaires.

Parmi les activités financées figure la transposition ou la réaffectation de technologies actuelles provenant d'autres secteurs que celui de l'alimentation pour fournir ou permettre des solutions aux principaux défis et problèmes systémiques identifiés. Figurent aussi les activités qui démontrent et prouvent le potentiel des nouvelles solutions, innovations, technologies ou interventions publiques pour atteindre les objectifs d'impact et les indicateurs clés de performance de l'IET Alimentation à une

échelle significative.

Les centres de recherche, les Grandes entreprises, les PME, les ONT et les organisations internationales peuvent répondre à cet appel à proposition si elles sont situées dans l'Union européenne ou dans un pays éligible à Horizon Europe. Cet appel à proposition d'une durée initiale de 24 mois sera clôturé le 14 janvier 2022.

Pour plus d'information sur l'appel à proposition
Contacter Jurislaw
05 34 41 57 41
jurislaw@free.fr

La Gazette du Midi

INSERTIONS JUDICIAIRES & LEGALES

Suivant l'Arrêté du Ministère de la Culture et de la Communication en date du 7 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 21 décembre 2012, relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales, le tarif au millimètre colonne des annonces légales des Petites Affiches Matot Braine est fixé pour l'année 2021, à : 1,78 € hors taxes le millimètre/colonne pour les départements de La Haute-Garonne (31) et du Tarn-et-Garonne (82)

Le tarif des annonces est ensuite calculé suivant les prescriptions et la présentation imposées par ledit Arrêté.



L'intégralité des annonces légales parues depuis le 01/01/2010 dans la presse quotidienne et hebdomadaire habilitée est consultable en permanence et librement sur actulegales.fr



Nous nous chargeons de vos annonces à faire paraître dans la France entière, notamment chez nos collègues appartenant comme nous à la presse économique au sein du Réséco Hebdo Eco.

Adjudication



DECKER & ASSOCIES
Avocats
14 rue A. Fourtanier
31071 TOULOUSE CEDEX 7
Tél. : 05.61.21.96.84

CREDIT MUTUEL / MAUNAS

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES SUR SURENCHERE

au tribunal judiciaire de TOULOUSE
2 Allées Jules Guesde
le jeudi 3 février 2022 à 14 heures
MAISON D'HABITATION avec jardin
45 chemin du Ranquinat
31600 MURET

MAP 103.400 €

Il est recommandé aux futurs enchérisseurs de consulter le cahier des conditions de la vente déposé au greffe aux jours et heures prévus à cet effet (RG 18/00028), sur le site info-encheres.com. Visite par huissier le MERCREDI 26 JANVIER 2022 de 13.00 à 14.00.
G2101653

La Gazette Du Midi

L'HEBDOMADAIRE REGIONAL D'INFORMATION ECONOMIQUE ET JURIDIQUE - GROUPE FORUMECO

Journal hebdomadaire régional habilité par arrêté préfectoral à publier les annonces légales dans les départements de la Haute-Garonne et du Tarn-et-Garonne

E.U.R.L. au capital de 14.356,50 € - R.C.S. 560 800 385 B
Société du groupe ForumEco
Siège social : 48 allées Jean Jaurès - 31000 TOULOUSE
Adresse postale : B.P. 11209 - 31012 TOULOUSE CEDEX 6

Bureaux ouverts :
- Du lundi au jeudi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h à 17 h 00
- Et le vendredi de 9 h 00 à 12 h 00
Tél. : 05.34.41.34.00 - Télécopie : 05.61.62.40.18
annonceleale.gazm@forumeco.com
www.gazette-du-midi.fr

Principal associé : Générale de Participations
Représentant légal et directeur de la publication : Michel GUYOMARD
Rédacteur en chef : Agnès BERGON

Parution le lundi
Prix du numéro : 1 € - Abonnement annuel : 40 €
Imprimé sur les rotatives de Rotimpres
Polignon Pla de L'Estany s/n - 1781 AIGUAVIVA-GIRONA (Espagne)
Dépôt légal à parution - ISSN 1771-4923
Numéro de commission paritaire : 0326 I 80634

Haute-Garonne

VENTE CESSION

ATTRIBUTION D'APPORTS

BOUCHERIE DU GRAND PERE

SARL au capital de 5.000 Euros
8 Avenue d'Occitanie
31520 RAMONVILLE SAINT AGNE
SIRET : 903 152 445 00016
R.C.S. Toulouse

Suivant acte électronique en date du 11 octobre 2021 enregistré le 21 octobre 2021 au SDE de Toulouse sous la référence 3104P61 2021 A 07436, la SARL ETABLISSEMENTS CASTOR-DELHON, au capital de 7 622,45 €, dont le siège social est Résidence Nationale 13 - 31 520 RAMONVILLE SAINT AGNE, identifié sous le numéro SIREN 331 140 038 R.C.S. TOULOUSE a cédé à la SARL BOUCHERIE DU GRAND PERE, au capital de 5.000 €, dont le siège social est au 8 Avenue d'Occitanie - 31520 RAMONVILLE SAINTAGNE, identifié sous le numéro SIREN 903 152 445 R.C.S. TOULOUSE un fonds de commerce de boucherie, charcuterie, plats cuisinés sis 8 Avenue d'Occitanie - 31520 RAMONVILLE SAINT-AGNE, pour lequel le vendeur est immatriculé au RCS sous le numéro SIREN 331 140 038 R.C.S. TOULOUSE, avec tous les éléments nécessaires à son exploitation, moyennant le prix de 48 000 €. La date d'entrée en jouissance est fixée au 11 octobre 2021. Les oppositions devront être faites par acte extra judiciaire dans les dix jours de la dernière en date des publications légales chez Maître BOUFFARD, avocat, 1 Bis Allée Forain François Verdier - 31000 TOULOUSE.
G2101292

JB SERVICES/ HAWARI

Par acte SSP en date du 19/11/2021, enregistré au service des impôts des entreprises de TOULOUSE, le 25/11/2021, Dossier n°2021 00040066 référence 3104P61 2021 A 08189. La société JB SERVICES, SAS, au capital de 2.000 € ayant son siège social 66 Avenue Etienne Billières - 31300 TOULOUSE, 881 588 917 R.C.S. TOULOUSE. A cédé à M. Fahim HAWARI, demeurant 30 chemin de la Saudrune - 31270 FROUZINS, en cours d'immatriculation au R.C.S. de TOULOUSE un fonds de commerce de salon de coiffure sis 55 avenue Etienne Billières - 31300 TOULOUSE, moyennant le prix de 20.000 € s'appliquant à concurrence de 17.000 € aux éléments incorporels et à concurrence de 3.000 € aux éléments corporels. Le transfert de propriété et de jouissance est fixé au 19/11/2021.

Les oppositions seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publicités légales à l'adresse suivante : SELARL ELKAIM, 18 rue Alsace-Lorraine - 31000 TOULOUSE pour la validité et la correspondance.
G2101716

Daniel ROUZAUD

Avocat
2 allées Paul Sabatier
31000 TOULOUSE

FOODSTAR

Vente de fonds de commerce

Par acte sous seing privé en date du 15 décembre 2021, en cours d'enregistrement Monsieur CHOCHARA Adnan immatriculé au R.C.S. de TOULOUSE sous le numéro : 395 059 017

A vendu à :

La société FOODSTAR, société par actions simplifiée au capital de 2.000 € dont le siège social est 165 grande rue Saint Michel à TOULOUSE, en cours d'immatriculation, un fonds de commerce de restauration rapide, pizzeria, fabrication et vente de plats cuisinés à emporter, pizzas, salades, sandwiches, pâtisserie orientale, point chaud sis et exploité à TOULOUSE 165 grande rue Saint Michel.

La présente vente a été consentie et acceptée moyennant le prix principal de 80.000 €.

La date d'entrée en jouissance a été fixée à compter du 15 décembre 2021.

Les oppositions s'il y a lieu seront reçues dans les dix jours de la dernière en date des publications prévues par la loi à l'adresse du séquestre Maître Daniel ROUZAUD, avocat, 2 allée Paul Sabatier - 31000 TOULOUSE.
G2101664

GERANCE

FIN DE GERANCE

YAHYAOU TACOS/ SF TACOS S.A.S.

Rectificatif à l'annonce n° G2101493 parue le 13/12/2021 concernant la location gérance du fonds de commerce TACOS HERMANOS exploité à Toulouse (31500) 67 Av. Jean Rieux (R.C.S. Avignon 823 612 502), il y avait lieu de lire concernant l'activité « restauration rapide, tacos, et snack » en lieu et place de « restaurant ».
G2101748



BRUNO & ASSOCIES
Société d'avocats
14 rue Bayard - TOULOUSE

J&L/HUGEVA

Suivant acte SSP en date à Toulouse (31) du 16.12.2021, la société J&L, SARL au capital de 8.000 € dont le siège est situé à TOULOUSE (31200) 2 avenue d'Atlanta, R.C.S. Toulouse 492 272 836, a donné en location-gérance à la société HUGEVA, SAS au capital de 1.000 € dont le siège social est à Saint-Orens-de-Gameville (31650) 29 boulevard du Libre Echange - ZAC des Champs Pinsons, R.C.S. TOULOUSE 908.112.428, une partie de son fonds de commerce sis et exploité à Toulouse (31200) 2 avenue d'Atlanta, à savoir l'activité de «restaurant, brasserie, snack-bar, restaurant américain, vente à emporter» connue sous l'enseigne «Le Stella», pour l'exploitation duquel la société J&L est immatriculée au R.C.S. de TOULOUSE sous le 492 272 836, étant précisé que l'activité de «bar musical, discothèque, dancing, bar», connue sous l'enseigne «L'Etoile» continuera d'être exploitée directement par la société J&L. Ladite location-gérance est consentie pour la période courant du 16 décembre 2021 au 31 décembre 2022, et est renouvelable ensuite d'année en année par tacite reconduction, sauf dénonciation.
Pour avis.

G2101764

CONSTITUTION

DE SOCIETE

FH FACADE ET RENOVATION

RECTIFICATIF n°G2100842, du 13.12.21.
SASU, capital 1.000 Euros. SIÈGE SOCIAL : 106 chemin de Croix Bénite - 31200 TOULOUSE.
Il faut lire : Aux termes d'un acte sous seings privés en date à TOULOUSE du 01 novembre 2021 au lieu du 02 novembre.
G2101689

Toutes les annonces légales de votre département sur www.actulegales.fr

Haute-Garonne

M.B. Rénovation
Société par actions simplifiée
au capital de 500 Euros
Siège social :
6 rue de l'Ayguebelle - 31470 SAINT
LYS

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à SAINT LYS du 09/12/2021, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME : Société par actions simplifiée.

DÉNOMINATION : M.B. Rénovation.

SIÈGE : 6 rue de l'Ayguebelle - 31470 ST LYS.

DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

CAPITAL : 500 €.

OBJET : Tous travaux de peinture, carrelage, faïence, plomberie, plâtrerie, placo, revêtements sols et murs, pose de menuiserie, pose de cuisine, terrasse bois et électricité dans le cadre de la rénovation.

EXERCICE DU DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

TRANSMISSION DES ACTIONS : La cession des actions de l'associé unique est libre.

AGRÈMENT : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

PRÉSIDENT : Maxence BENIN, demeurant 22 rue du Petit Train - 31170 TOURNEFEUILLE.

La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE.

Pour avis : Le président.

G2101561

SCP Robert FRANCOIS, Philippe FRANCOIS et Florence FRANCOIS-BRAIL
Notaires associés
19 rue de la Tuilerie
31620 BOULOC

INAUDIMARTIN
Avis de constitution

Suivant acte reçu par Maître Thomas COULOMB, Notaire à BOULOC (31620) 19 rue tuilerie, le 13 décembre 2021 a été constitué la société dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

DÉNOMINATION : INAUDIMARTIN.

FORME : Société civile.

CAPITAL SOCIAL : Mille euros (1.000,00 €).

SIÈGE SOCIAL : VACQUIERS (31340) - 17 rue de la poste.

OBJET SOCIAL : L'acquisition, la prise à bail, la gestion et, plus généralement, l'exploitation par location ou autrement, à l'exception de la location en meublé, de tous biens ou droits immobiliers à quelque endroit qu'ils se trouvent situés, la prise de participation dans toutes sociétés immobilières, l'obtention de toutes ouvertures de crédit, prêts ou facilités de caisse, avec ou sans garanties hypothécaires destinés au financement des acquisitions ou au paiement des coûts d'aménagement, de réfection ou autres à faire dans les immeubles de la société

DURÉE : 99 années à compter de son immatriculation au R.C.S.

GÉRANCE : M. Antoine INAUDI 3 rue Didier Daurat - 31340 VILLEMUR SUR TARN.

IMMATRICULATION : R.C.S. TOULOUSE.

CESSION DE PARTS SOCIALES - AGRÈMENT : Cession libre entre associés et entre ascendants et descendants d'un associé et au profit du conjoint d'un associé. L'agrément est de la compétence de la collectivité des associés se prononçant par décision extraordinaire.

Pour avis : Maître Thomas COULOMB.

G2101647

VAZYLÉON INFORMATIQUE ET MATÉRIAUX

Avis de constitution

Aux termes d'un ASSP en date du 03/12/2021, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes : DÉNOMINATION : Vazyléon Informatique et Matériaux. FORME : Société par actions simplifiées associé unique. OBJET SOCIAL : La recherche, le développement et l'ingénierie technologique, la fourniture de toutes prestations de services technologiques. SIÈGE SOCIAL : 2 rue d'Austerlitz - 31000 TOULOUSE. CAPITAL : 1.000 €. PRÉSIDENCE : La société ELECTRONIC NETWORK SERVICES LLC, une société de droit américain, 8 The Green Ste R DOVER DELAWARE 19901 (ETATS-UNIS) immatriculée sous le n° 598 079 790 à DELAWARE (ETATS-UNIS). DURÉE : 99 ans. La société sera immatriculée au R.C.S. de TOULOUSE.

G2101636

ARISTIDE VOCATS

ML HOLDING
Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME : société de participations financières de professions libérales par actions simplifiée.

DENOMINATION : ML HOLDING.

SIEGE SOCIAL : 7 chemin d'Auzil - (31320) VIGOULET-AUZIL.

OBJET :

- La détention de titres de société d'exercice libéral ou relevant du livre II du Code de commerce ayant pour objet l'exercice de l'une ou plusieurs des professions ci-après : avocat, notaire, huissier de justice, commissaire-priseur judiciaire, expert-comptable, commissaire aux comptes ainsi que la participation à tout groupement de droit étranger ayant pour objet l'exercice de l'une ou plusieurs de ces professions ;
- La détention de titres de sociétés immobilières dont les biens immobiliers leur appartenant sont loués ou mis à disposition sous quelle que forme que ce soit au profit exclusivement de sociétés et groupements dans lesquels la Société détient des participations ;
- La gestion de ces participations et intérêts ;
- L'exercice de toute autre activité sous réserve d'être destinée exclusivement aux sociétés ou groupements dans lesquels la Société détient des participations ;
- Et généralement toutes opérations de quelque nature que ce soit, juridique économique et financière se rattachant à l'objet sus-indiqué, de nature à favoriser directement ou indirectement le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

DURÉE : 99 années.

CAPITAL : 1.000 € constitué d'apports en numéraire uniquement.

PRESIDENT : Mélissa LOUBET, 7 chemin d'Auzil - (31320) VIGOULET-AUZIL.

ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

AGREMENT : Seules les cessions d'actions entre associés sont libres. Les actions ne peuvent être cédées à titre gratuit ou onéreux à des personnes étrangères à la société qu'avec le consentement préalable de la majorité simple des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés, dans le respect des dispositions légales et réglementaires relatives aux cessions d'actions à des tiers.

IMMATRICULATION : au R.C.S. de TOULOUSE.

Pour avis.

G2101643

aktys/Avocats associés

BONAPPART
Avis de constitution

Il a été constitué une société par acte sous seing privé, en date du 11 décembre 2021, à LABEGE.

DÉNOMINATION : BONAPPART.

FORME : Société par actions simplifiée.

SIÈGE SOCIAL : 4 E allée Chantecaille - 31670 LABEGE.

OBJET : L'acquisition, l'administration, la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers, la vente de tous immeubles et biens immobiliers, et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet spécifié, ou à tout objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

DURÉE DE LA SOCIÉTÉ : 99 années(s).

CAPITAL SOCIAL FIXE : 2.000 € divisé en 100 actions de 20 euros chacune, réparties entre les actionnaires proportionnellement à leurs apports respectifs.

CESSION D'ACTIONS ET AGRÈMENT : Les actions ne peuvent être cédées, sauf entre associés, qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés.

ADMISSION AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ET EXERCICE DU DROIT DE VOTE : Dans les conditions statutaires et légales.

Ont été nommés :

PRÉSIDENT : Monsieur François BONAFE 4 E allée Chantecaille - 31670 LABEGE.

La société sera immatriculée au R.C.S. de TOULOUSE.

Pour avis.

G2101650

HUIT OCTOBRE
EXPERT COMPTABLE

SYN-NYS
Société à responsabilité limitée d'architecture
Au capital de 2.000 Euros
Siège social : 15 rue de l'homme armé
31000 TOULOUSE

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

DÉNOMINATION : SYN-NYS.

FORME : Société à responsabilité limitée d'architecture.

CAPITAL : 2.000 €.

SIÈGE SOCIAL : 15 rue de l'homme armé - 31000 TOULOUSE.

OBJET : L'exercice de la profession d'architecte et d'urbaniste, en particulier la fonction de maître d'œuvre et toutes missions se rapportant à l'acte de bâtir et à l'aménagement de l'espace ; la société aura également pour objet la prise de participation dans toutes sociétés ou groupements, dont les sociétés d'architecture.

DURÉE : 99 années.

GERANCE :

- Monsieur CALAS Adrien, demeurant 13 rue de L'abbé Sicard - 31200 TOULOUSE ;
- Monsieur GEFFROY Bruno, demeurant 19 avenue du Cimetière - 31500 TOULOUSE.

La société sera inscrite au tableau du conseil de l'ordre des architectes Occitanie.

IMMATRICULATION : Au R.C.S. de TOULOUSE.

Pour avis.

G2101652

CELINE MOULY AVOCAT
32 rue Alsace Lorraine
31000 TOULOUSE
celinemouly.avocat@gmail.com

HISTOIRE D'ROLL
Société par actions simplifiée
au capital de 1.000 Euros
Siège social : 3 rue du Château Perpin
31500 TOULOUSE

Avis de constitution

HISTOIRE D'ROLL
Société par actions simplifiée
au capital de 1.000 Euros
Siège social : 3 rue du Château Perpin
31500 TOULOUSE

Avis de constitution

Suivant acte d'avocat électronique en date du 14 décembre 2021, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME : Société par actions simplifiée.

DÉNOMINATION : HISTOIRE D'ROLL.

SIÈGE : 3 rue du Château Perpin - 31500 TOULOUSE.

DURÉE : 66 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE.

CAPITAL : 1.000 €.

OBJET : La société a pour objet en France et à l'étranger :

- Petite restauration, vente sur place et à emporter
- Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à : La création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
- La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant lesdites activités ;
- La participation, directe ou indirecte, de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

PRÉSIDENCE : Madame Thi Thu Trang TRAN, née le 11 septembre 1981, à HAI PHONG (Viet Nam), domiciliée 3 rue du Château Perpin - 31500 TOULOUSE, de nationalité française,

DIRECTION GÉNÉRALE : Monsieur Trung TRAN, né le 24 janvier 1979, à Rouen (76), domicilié 3 rue du Château Perpin - 31500 TOULOUSE, de nationalité française.

IMMATRICULATION : Au R.C.S. de TOULOUSE.

Pour avis : La présidence.

G2101694

ÉCHO
Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 15 décembre 2021 à Brens, il a été institué une société présentant les caractéristiques suivantes :

DÉNOMINATION : ÉCHO.

FORME : Société par actions simplifiée.

CAPITAL : 11.000 €.

SIÈGE SOCIAL : 7 route de Saint-Lys - 31470 SAIGUÈDE.

OBJET : Installation de centrales solaires photovoltaïques. Isolation. Couverture / Charpente / Zinguerie. Diagnostic de performance énergétique. Apport d'affaires.

DURÉE : 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE :

Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions.

Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

CLAUDE D'AGRÈMENT : Les cessions s'effectuent librement.

PRÉSIDENT : Monsieur Gaël ADER, demeurant 7 route de Saint-Lys - 31470 SAIGUÈDE.

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Monsieur Antoine LARDEUX, demeurant 1391 route de Lagrave - 81600 BRENS.

IMMATRICULATION : Au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE.

Pour avis : Le président.

G2101747

ARISTIDE VOCATS

SCI REMEZY
Avis de constitution

Avis est donné de la constitution par acte signé par voie électronique en date du 14 décembre 2021 d'une société civile immobilière ayant les principales caractéristiques suivantes :

DENOMINATION SOCIALE : SCI REMEZY.

CAPITAL SOCIAL : 1.200 €.

SIEGE SOCIAL : 23 rue André Cavagnol - 31500 TOULOUSE

OBJET : l'acquisition, la prise à bail, la gestion, la location et l'administration de tous biens mobiliers et immobiliers, notamment un bien immobilier sis à TOULOUSE (31000) 11 rue Remesy ; la construction, la réfection, la rénovation, la réhabilitation et plus généralement, la mise en valeur de tous biens mobiliers et immobiliers ; l'emprunt de tous fonds nécessaires à la réalisation de cet objet, et la mise en place de toutes sûretés réelles ou autres garanties nécessaires à la conclusion de ces emprunts ; et plus généralement, toutes opérations notamment acquisition, construction, constitution d'hypothèque ou toutes autres sûretés réelles sur les biens sociaux, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la Société. Elle peut faire toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil.

DUREE : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE.

Gérant statutaire nommé pour une durée illimitée et associés de la société : Monsieur Olivier SCHEFFEL, né à TOULOUSE (31) le 10 août 1980, demeurant 23 rue André Cavagnol 31500 TOULOUSE.

AGREMENT : Les parts sociales sont librement cessibles entre associés ainsi qu'au profit d'un ascendant ou d'un descendant du cédant ; elles ne peuvent être cédées à d'autres personnes qu'avec l'agrément des associés représentant au moins trois quarts du capital et des droits de vote.

Pour avis.

G2101720

avocats

SCI CHAMPNIERS
Société civile immobilière
au capital social de 1.000 Euros
Siège social : 96 chemin de Larramet
31170 TOURNEFEUILLE

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé du 7 décembre 2021, il a été constituée une société civile immobilière.

DÉNOMINATION : SCI CHAMPNIERS.

SIEGE SOCIAL : 96 Chemin de Larramet - 31170 TOURNEFEUILLE.

OBJET SOCIAL : La société a pour objet l'acquisition de tous immeubles et de tous terrains, dont notamment l'acquisition d'un bâtiment à usage de bureaux sur la Commune de CHAMPNIERS, l'administration et l'exploitation, par location ou par d'autres moyens de droit, l'entretien et éventuellement l'aménagement de ces biens, et généralement toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à cet objet, à la condition que ces opérations ne modifient pas le caractère essentiellement civil de la société.

DURÉE : 99 années.

CAPITAL SOCIAL : 1.000 €.

APPORTS EN NUMÉRAIRE : 1.000 €.

GÉRANCE :

- Monsieur Anthony BROTHIER, né le 27 Mai 1987 à Saint-Michel (16), de nationalité française, domicilié 1285 route de Montignac, lieu-dit Lagroux - 16570 MARSAC ;
- Madame Jun Ying ZENG, née le 12 Août 1969 à Lu Yuan Guandong (Chine), de nationalité française, domiciliée La Clède - 82160 CAYLUS.

CESSION DES TITRES : Toutes cessions de parts sociales, même en cas de succession à titre onéreux ou gratuit, y compris entre associés, doit recevoir au préalable l'agrément de l'ensemble des autres associés.

Pour mention au R.C.S. de TOULOUSE.

Pour avis.

G2101710

ADN SAINT-JORY 3
Avis de constitution

Aux termes d'un ASSP en date du 13/12/2021, il a été constitué une SCCV ayant les caractéristiques suivantes :

DÉNOMINATION SOCIALE : ADN SAINT JORY 3.

OBJET SOCIAL : L'acquisition de terrains sis à Saint-Jory - 31790. La construction sur ces terrains d'un ensemble immobilier, la vente, en totalité ou par fractions, des immeubles construits, avant ou après achèvement.

SIÈGE SOCIAL : 9 boulevard Lazare Carnot, Chez ADN PATRIMOINE - 31000 TOULOUSE.

CAPITAL : 1.000 €.

DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de TOULOUSE.

GÉRANCE : Monsieur MACAUD Jean, demeurant 9 boulevard Lazare Carnot, Chez ADN PATRIMOINE - 31000 TOULOUSE.

MACAUD Jean.

G2101714

APAR CONSULTING
Société par actions simplifiée
Au capital de 50.000 Euros
Siège : 10 Impasse du Verger
31450 BELBERAUD
Société en formation

Par acte sous seing privé des 9/12/2021 et 10/12/2021, est constituée la société présentant les caractéristiques suivantes :

DÉNOMINATION : APAR CONSULTING.

FORME : Société par actions simplifiée.

CAPITAL : 50.000 €.

SIEGE : 10 impasse du Verger - 31450 BELBERAUD.

OBJET : Acquisition, détention, administration, gestion, cession de titres de participations dans toute société ou autre entité juridique, le conseil pour les affaires.

DUREE : 99 ans.

ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

AGREMENT : Les actions ne peuvent être cédées, si ce n'est entre associés ou au profit de tout affilié de M. Philippe RICHOU, qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des deux tiers des actions composant le capital.

PRESIDENT : CLAJEEL CONSULTING, SAS au capital de 100.000 €, siège : 3 rue de la Barre, Lyon (69002) R.C.S de LYON n° 879 558 781, représentée par son président, Phillipe RICHOU.

DIRECTEUR GENERAL : A&A HODING, EURL au capital de 1.000 €, siège : 10 impasse du Verger - 31450 BELBERAUD, R.C.S. de TOULOUSE n° 905 071 825, représentée par son gérant, Alexis ANTONY.

IMMATRICULATION : Au R.C.S. de TOULOUSE.

G2101745

Toutes les annonces légales de votre département sur www.actulegales.fr

Haute-Garonne

FAAG HOLDING

Avis de constitution

Suivant acte sous seing privé en date du 13 décembre 2021, à TOULOUSE il a été constitué une société à responsabilité limitée dont les caractéristiques sont les suivantes :
DÉNOMINATION SOCIALE : FAAG Holding.

CAPITAL SOCIAL : 1.000 €, divisé en 100 parts représentant des apports en numéraire entièrement libérées de 10 € chacune.

SIÈGE SOCIAL : 49 ter rue des Arcs Saint Cyprien - 31300 TOULOUSE.

Objet : La prise de participations dans des sociétés.

DURÉE : 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

GÉRANT : Monsieur Frédéric GARCIA demeurant 49 ter rue des Arcs Saint Cyprien - 31300 TOULOUSE.

La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE.

G2101762

MODIFICATION

DE STATUTS

LIEBHERR-AEROSPACE & TRANSPORTATION SAS

Société par actions simplifiée au capital de 290.000.000 Euros
Siège social :
408 avenue des Etats-Unis
31200 TOULOUSE
R.C.S. Toulouse B 442 016 739

Avis de départ et de remplacement d'un directeur général

Par décision unilatérale en date du 13 septembre 2021, l'actionnaire unique de LIEBHERR-AEROSPACE & TRANSPORTATION SAS, prend acte de la démission de Monsieur Francis CARLA, directeur général, à effet au 31 décembre 2021.

L'actionnaire unique décide de nommer Monsieur Klaus SCHNEIDER, domicilié à Unteres Moos 8 - 88145 HERGATZ (Allemagne), en remplacement de Monsieur Francis CARLA à compter du 1^{er} janvier 2022.

Pour avis.

G2101625

LES BONS TUYAUX ET SERVICES

Société à responsabilité limitée au capital de 7 622,45 Euros
Siège social :
320 Route de Seysses
31100 TOULOUSE
R.C.S. Toulouse 411 788 631
(N° de gestion 1997 B 01039)

Par décision du 26/11/2021, l'associé unique a décidé de transférer le siège social du 320 Route de Seysses 31100 TOULOUSE au 52 Rue Michel Ange 31200 TOULOUSE à compter du 26/11/2021, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis, La Gérance.

G2101340

EF HOLDING

SAS au capital de 1.000 Euros
Siège social : 9 rue des Sources
31170 TOURNEFEUILLE
895.267.490 R.C.S. Toulouse

Suivant PV en date du 2 décembre 2021, les associés ont décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 1.000.000 €, par émission de 1.000.000 actions de 1 €, pour le porter à 1.001.000 €.

Suivant PV en date du 9 décembre 2021, le président, dûment habilité à cet effet, a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital et a modifié en conséquence les articles 6 et 7 des statuts.

Modification sera faite au R.C.S. DE TOULOUSE.

G2101666



JOSS LE PEINTRE

Société à responsabilité limitée au capital de 19.000 Euros
Siège social : 98 Chemin Lanusse, APPT D303
31200 TOULOUSE
828987511 R.C.S. Toulouse

Aux termes l'AGE du 01/12/2021 il a été décidé de modifier la dénomination sociale qui devient JLP RENOVATION à compter du 01/12/2021.

Aux terme de la même AGE le capital a été augmenté de 51.000 €, pour être porté à 70.000 €, par incorporation de réserves. L'article 10 des statuts a été modifié en conséquence.

- ANCIENNE MENTION : 19.000 € ;
- NOUVELLE MENTION : 70.000 €.

Mention sera faite au R.C.S. : TOULOUSE.

Pour avis.

G2101529



SOCIÉTÉ CIVILE PROFESSIONNELLE DE CHIRURGIENS DENTISTES GAU DECAUX TOCANNE

au capital de 136.594,32 Euros
Siège social : 7 place Nougéin
31140 AUCAMVILLE
339.955.064 R.C.S. Toulouse

Aux termes de l'assemblée générale des associés du 29 juillet 2021, il a été décidé de modifier la raison sociale de la société.

En conséquence l'article 3 des statuts a été modifié.
ANCIENNE MENTION : La raison sociale de la société est Société Civile Professionnelle de Chirurgiens Dentistes CAZEAUX DECAUX TOCANNE.

NOUVELLE MENTION : La raison sociale de la société est Société Civile Professionnelle de Chirurgiens Dentistes GAU DECAUX TOCANNE.

Pour avis.

G2101675

LA SAISON

Société par actions simplifiée au capital de 2.000 Euros
Siège social :
5 avenue de Muret - 31300 TOULOUSE
R.C.S. Toulouse 831 302 682

Il résulte de la décision unanime du 20/07/2021 et du procès-verbal des décisions du président du 14/10/2021, que le capital social a été réduit de 1.000 €, Pour être ramené de 2.000 € à 1.000 € par rachat et annulation de 100 actions. Les statuts ont été modifiés en conséquence.

Pour avis : Le président.

G2100232

GFR DE LA MOUILLONNE

GFR DE LA MOUILLONNE, capital de 5.771,72 €, Mairie de Puydaniel - 31190 PUYDANIEL, R.C.S. TOULOUSE 443 940 846. Par AG mixte du 08/01/2021 à effet de cette date, il a été porté différentes modifications : GERANCE : PARTANT : André NIEL. NOUVEAU : Gérard DELLEUR, Jean SOTTIL.
G2101022

GAEC CAMBOU

GAEC CAMBOU, capital de 124.560 €, «Bordeneuve» - 31560 CALMONT, R.C.S. TOULOUSE 482 060 977. Par AGE du 31/10/2021 à effet de cette date, il a été porté la modification suivante : GERANCE : PARTANT : Gérard CAMBOU.
G2101063

SSGM

Modification du siège social

SASU au capital de 25.000 €. Siège social : 3815 route de Vignarnaud - 82000 MONTAUBAN 452 084 551 R.C.S. MONTAUBAN. Le 22/11/21, l'associé unique a décidé de transférer le siège social au 22 rue Léon Blum 82000 MONTAUBAN à compter du 22/11/21.
G2101313

EMPLACEMENT IMMOBILIER

S.A.S au capital de 7.000 Euros
Siège social :
22 avenue d'Andromède
31700 BLAGNAC
SIRET : 845 400 540 0024

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 28 novembre 2021, l'associé unique a décidé la transformation de la société en société à responsabilité limitée à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau, et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la société.

La dénomination de la société, son capital social, son objet, sa durée et ses dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangés.

Sous sa nouvelle forme, la société est dirigée par Madame Sonia BEN AMAR né le 25 Juin 1987 à OUJDA (Maroc), demeurant au 30 boulevard de l'Europe - 31700 BLAGNAC.
Mention au R.C.S. de TOULOUSE.

Le président.

G2101320

AMAN CONSTRUCTION

S.A.S au capital de 1.000 Euros
Siège social :
4 impasse Mont Blanc
31200 TOULOUSE
SIRET : 879 657 120 00017

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 29 novembre 2021, l'associé unique a décidé la transformation de la société en société à responsabilité limitée à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau, et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la société.

La dénomination de la société, son capital social, son objet, sa durée et ses dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangés.

Sous sa nouvelle forme, la société est dirigée par Monsieur Sofiene SAOUDI né le 14 janvier 1984 à Sbeitla (Tunisie), demeurant à 4 Impasse Mont Blanc - 31200 TOULOUSE.

Mention au R.C.S. de TOULOUSE.

Le président.

G2101321

SARL BORIOS VIALARS

Société à responsabilité limitée au capital de 6.341,88 Euros
Siège social : 1 place du Parlement
31000 TOULOUSE
R.C.S. Toulouse 327 421 293

Par décision du 03/12/2021, l'associé unique a décidé de transférer le siège social du 1 place du Parlement - 31000 TOULOUSE au 1358 route des Moulins - 12200 LA ROUQUETTE à compter du 31/12/2021, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis : La Gérance.

G2101496

CASTOTEL

SARL au capital de 10.000 Euros
Siège social : 17 rue Castellane
31000 TOULOUSE
344 915 764 R.C.S. Toulouse

Suivant décisions de l'assemblée générale ordinaire du 01/01/2021, il résulte que Mme Marie BONHOMME demeurant 6 rue du pic du Mercoire - 31240 L'UNION, a été nommée gérante, en remplacement de Mme Jocelyne BONHOMME, gérante démissionnaire. Dépôt légal au R.C.S. de TOULOUSE.

Pour insertion.

G2101604

LIEBHERR-AEROSPACE TOULOUSE SAS

Société par actions simplifiée au capital de 15.000.000 Euros
Siège social :
408 avenue des Etats-Unis, B.P. 52010
31016 TOULOUSE CEDEX 2
R.C.S. Toulouse B 552 016 834

Avis de départ et de remplacement d'un directeur général

Par décision unilatérale en date du 13/09/2021, l'actionnaire unique de LIEBHERR-AEROSPACE TOULOUSE SAS, prend acte de la démission de Monsieur Francis CARLA, directeur général de la société, à effet au 31 décembre 2021.

L'actionnaire unique nomme à compter du 1^{er} janvier 2022 Madame Nathalie DUQUESNE, domiciliée 43 rue du Docteur Matéo villa 9 - 31780 CASTELGINEST, en remplacement de Monsieur Francis CARLA.

Pour avis.

G2101611



IV CONSEIL

Société par actions simplifiée à associé unique au capital de 8.000 Euros
6 avenue de Monturon - 31770 COLOMIERS
R.C.S. Toulouse 830 781 696

Par décisions de l'associé Unique en date du 1^{er} décembre 2021, il a été décidé de transférer le siège social du 6 avenue de Monturon - 31770 COLOMIERS au 9 chemin de la Salvétat - 31770 COLOMIERS, à compter du 1^{er} décembre 2021 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Mention en sera faite au R.C.S de TOULOUSE

La présidence.

G2101679

S.R.V.H

Société par actions simplifiée unipersonnelle
Au capital de 5.000 Euros
5 bis rue Vestrepain
Lot 134 Batiment F
31100 TOULOUSE
R.C.S. Toulouse 905 046 959

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du six décembre 2021 la société S.R.V.H a pris la résolution suivante :

CHANGEMENT DE PRESIDENT
L'assemblée générale, décide de nommer la société S.H.P INVEST (R.C.S. TOULOUSE 902 291 418) pour une durée illimitée aux fonctions de président de la société en remplacement de Monsieur JEREMY PEREZ démissionnaire.

La société S.H.P INVEST est immatriculée auprès du registre des sociétés du greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE sous le numéro 902 291 418.

La société S.H.P INVEST sera représentée par Monsieur JEREMY PEREZ, demeurant 5 bis rue VESTREPAIN, Lot 134, Bâtiment F, 31100 TOULOUSE, né le 7 avril 1993 à LA CIOTAT (13) France, de nationalité Française,

Pour avis : Le président.

G2101667

TFS 261

Rectificatif à l'annonce n° 115852 parue le 2 août 2021 dans La Gazette Du Midi relatif à la société TFS 261. Mention rectificative : L'assemblée générale extraordinaire du 5 juillet 2021 a décidé, suite à la démission de Monsieur Thomas SACAREAU, demeurant 22, rue d'Isly - 31500 TOULOUSE, de sa fonction de cogérant de nommer deux nouveaux cogérants à compter du 5 juillet 2021.
G2101634

FINANCIERE SANTA GIULIA

Société par actions simplifiée au capital de 168.000 Euros
Siège social :
63 chemin des Amis - 31130 BALMA
807 728 738 R.C.S. Toulouse

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 08 décembre 2021, l'assemblée générale décide de nommer, en application de l'article 24 des statuts : la société CONSEILS ASSOCIES, société à responsabilité limitée, siège social : 11 rue Jean Rodier - 31400 TOULOUSE, au capital de 7.622,45 €, immatriculée au R.C.S. de TOULOUSE sous le n° 350 273 660, en qualité de commissaire aux comptes titulaire.

La durée de la fonction qui est de six exercices expirera à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30/06/2027.

Mention sera faite au R.C.S. de TOULOUSE.

G2101642

EURYALE SERVICES

Société par actions simplifiée au capital de 10.000 Euros
Siège social : 2 rue Paul Verlaine
31200 TOULOUSE
520 327 644 R.C.S. Toulouse

Aux termes d'une décision de l'associée unique en date du 13 décembre 2021, la société GROUPE LES PATRIMOINES DE France, société par actions simplifiée au capital de 21.756.000 € dont le siège social est à TOULOUSE (31200) 2, rue Paul Verlaine, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE sous le numéro 453 524 050, a été nommée président de la société à compter du 13 décembre 2021 pour une durée indéterminée, en remplacement de Monsieur Jean Jacques OLIVIE, démissionnaire.

Mention en sera faite au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE.

POUR avis.

G2101691

GETINGE INFECTION CONTROL

Société par actions simplifiée au capital de 86.080.788,20 Euros
Siège social :
30 Boulevard de l'Industrie Zone Industrielle de Pahin
31170 TOURNEFEUILLE
419 340 617 R.C.S. Toulouse

Aux termes des décisions de l'assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement le 13.

Aux termes des décisions de l'assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement le 13 décembre 2021 il a été pris acte de la démission de Monsieur DEROCK Bernard de ses fonctions de président et il a été décidé de nommer Monsieur Sébastien BLANCHE demeurant 30 rue du Commandant Arago - 45000 ORLEANS en qualité de nouveau président.

Mention sera faite au R.C.S. de TOULOUSE.

Pour avis.

G2101693

HELLA ENGINEERING FRANCE

SAS au capital de 30.112.021 Euros
Siège social : 31300 TOULOUSE
6 impasse Alice Guy
513 401 612 R.C.S. Toulouse

Par décision de l'associé unique le 30/11/2021, il a été décidé de nommer en qualité de commissaire aux comptes titulaire la société SODECAL AUDIT, SAS, 449 avenue du Danemark - 82000 MONTAUBAN immatriculée sous le n° 314 684 481 R.C.S. MONTAUBAN, en remplacement de la société KPMG SA.

Il a été décidé de ne pas renouveler la société SALUSTRO REYDEL dans ses fonctions de commissaire aux comptes suppléant.

Le dépôt légal sera effectué au R.C.S. de TOULOUSE.

G2101639

PF HOLDING

SAS au capital de 1.000 Euros
Siège social : 9 rue des Sources
31170 TOURNEFEUILLE
895 384 006 R.C.S. Toulouse

Suivant PV en date du 2 décembre 2021, les associés ont décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 1.000.000 €, par émission de 1.000.000 actions de 1 €, pour le porter à 1.001.000 €.

Suivant PV en date du 9 décembre 2021, le président, dûment habilité à cet effet, a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital et a modifié en conséquence les articles 6 et 7 des statuts.

Modification sera faite au R.C.S. DE TOULOUSE.

G2101665

TDM SERVICES

Société à responsabilité limitée au capital de 3.000 Euros
Siège social : 18 rue Zéphir
31470 FONSORBES
892 504 499 R.C.S. Toulouse

Aux termes d'une décision en date du 06 décembre 2021, les associés ont décidé à l'unanimité de nommer en qualité de cogérant Monsieur Yoan TALBOURDET, demeurant demeurant 18 rue Zéphir - 31470 FONSORBES, pour une durée illimitée à compter du 06/12/2021.

Pour avis : La Gérance.

G2101640

IXALTIS

SA au capital de 1.169.856 Euros
Siège :
3 rue des Satellites Canal BioTech 2
31400 TOULOUSE
752 157 628 R.C.S. Toulouse

Suivant procès-verbal du 19/11/2021, l'assemblée générale a décidé : D'augmenter le capital d'une somme de 1 €, pour le porter à 1.169.857 €, et de nommer, en qualité de nouvel administrateur, la société VENTAC PARTNERS - Ved Kaeret 4, 2820 GENTOFTE (Danemark), représentée par M. Mikael ORUM, Ved Kaeret 4, 2820 GENTOFTE (Danemark). Par lettre en date du 13/12/2021, M. Luca MARINI, Via della Moscova 46 Milano (Italie) a été nommé représentant permanent de la société XYENCE (anciennement dénommée PRINCIPIA), administrateur, en remplacement de M. Paolo Daniele SIVIERO, démissionnaire.
G2101654

S.C.I. FONSORBES

Société civile immobilière au capital de 152,40 Euros
Siège social :
7 impasse François Mauriac
31700 BLAGNAC
R.C.S. Toulouse 414 767 962

Transfert siège social

Aux termes du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 7 novembre 2021, il a été décidé de transférer le siège social de la SCI FONSORBES du 1 et 3 rue de Fonsorbes - 31700 BLAGNAC au 7 impasse François Mauriac - 31700 BLAGNAC.

Les statuts ont été mis à jour en conséquence.

Pour avis : Le gérant.

G2101658

FLOWER EXPLOITATION CAMPINGS

SAS au capital de 10.000 Euros
Siège social :
31130 BALMA
16 avenue Charles de Gaulle
512 445 883 R.C.S. Toulouse

Par décision du président le 26/11/2021, il a été décidé d'augmenter le capital social pour le porter à 4.549.571,44 € puis de le réduire pour le ramener à 10.000 €.

Les statuts ont été modifiés en conséquence.

Le dépôt légal sera effectué au R.C.S. de TOULOUSE.

G2101724

Toutes les annonces légales de votre département sur www.actulegales.fr

Haute-Garonne

ELECTRIFICATION GENERALE

SA au capital de 1.840.000 Euros
Siège social :
10 impasse André Marestan
31100 TOULOUSE
650 801 616 R.C.S. Toulouse

Par délibération de l'assemblée générale mixte du 13 décembre 2021, il a été pris acte de la démission de Madame Laurence POIRIER-DIETZ de ses fonctions d'administrateur et de Directeur Général, et de Monsieur Yann ROLLAND de ses fonctions d'Administrateur et de Président du Conseil d'Administration. Il a été également pris acte de la fin des mandats d'Administrateurs de Monsieur Pierre d'ALTEROCHE et de la SOCIETE D'ETUDES TECHNIQUES ET D'ENTREPRISES (S.E.T.E.), suite à la dissolution du Conseil d'Administration.

Les actionnaires ont ensuite recomposé le conseil d'administration comme suit :

- Monsieur Arnaud TIRMARCHE demeurant 22 rue des écoles - 95680 MONTLIGNON ;

- Madame Sandrine LEMPERRIERE demeurant 10 rue de la Libération - 94130 NOGENT SUR MARNE ;

- La SOCIETE D'ETUDES TECHNIQUES ET D'ENTREPRISES (S.E.T.E.), SAS au capital de 37.005 €, domiciliée 1 place Samuel de Champlain - Faubourg de l'Arche - 92930 PARIS LA DEFENSE CEDEX, immatriculée sous le numéro 319 242 210 au R.C.S. de NANTERRE, représentée par son président M. Philippe PETITIMBERT demeurant 10 rue Roger Salengro - 93600 AULNAY SOUS BOIS.

Puis, le conseil d'administration réuni le même jour a nommé Monsieur Arnaud TIRMARCHE en qualité de président et directeur général.

Mention en sera faite au R.C.S. de TOULOUSE.

Pour avis.

G2101758

HARMONIE

Rectificatif à l'annonce n° G2101282 parue le 29/11/2021 ; il fallait lire «en remplacement de la SAGERFRUIT» au lieu de «en remplacement de la SICA GERFRUIT».

Pour avis : Le président.

G2101765

ADS TOULOUSE

Société par actions simplifiée au capital de 38.500 Euros
Siège social : 5 avenue Albert Durand
Aéropole Bâtiment 5 - 31700 BLAGNAC
480 584 218 R.C.S. Toulouse

Aux termes d'une décision de l'associée unique en date du 18/10/2021, Monsieur Kevin CRAVEN, demeurant Copper Mill Cottage, Grayswood Road, GU27 2 BP HASLEMERE (ROYAUME-UNI) a été nommé en qualité de président en remplacement de Monsieur Paul EVERITT, démissionnaire.

Pour avis : Le président.

G2101741

M & CO 71

Société par actions simplifiée au capital de 1.000 Euros
Siège social : 8 rue des Trente Six Ponts
31400 TOULOUSE (en cours de transfert de siège)
891 824 302 R.C.S Toulouse

Par décisions de l'associée unique du 16 décembre 2021, il a été décidé de :

- Transférer le siège social au 7 rue de Maguelone - 34000 MONTPELLIER ;

- Nommer en qualité de président la société HAUSMANN GROUP, société par actions simplifiée dont le siège social est situé 7 rue de Maguelone - 34000 MONTPELLIER (R.C.S. MONTPELLIER n° 532 153 228) en remplacement de la société M&CO PROMOTION.

Les statuts ont été modifiés en conséquence.

La société sera radiée du R.C.S. de TOULOUSE et immatriculée au R.C.S. de MONTPELLIER.

Pour avis.

G2101751

AC200

Société par actions simplifiée au capital de 30.000 Euros
Siège social : 49 avenue du muret - 31300 TOULOUSE
R.C.S. Toulouse 879 859 221

Suivant assemblée générale extraordinaire du 15 décembre 2021, il a été décidé :

- De transférer le siège social de la société à compter du 15 décembre 2021 du 50 route de Paris - 31150 FENOUILLET à 49 avenue de Muret - 31300 TOULOUSE.

La société sera immatriculée au R.C.S. de TOULOUSE.

G2101752

AC140

Société à responsabilité limitée au capital de 50.000 Euros
Siège social : 50 route de paris
31150 FENOUILLET
R.C.S. Toulouse 844 983 668

Suivant l'assemblée générale extraordinaire du 15 décembre 2021, il a été décidé de transférer le siège social de la société au 50 route de Paris - 31150 FENOUILLET.

La société sera désormais dans le ressort du greffe de TOULOUSE.

G2101753

GAEC DU VIOLON

Aux termes d'une décision collective en date du 14/12/2021, prenant effet au 31/12/2021 minuit, il a été décidé de modifier la gérance du GAEC DU VIOLON ayant son siège social à CAIGNAC (31560) «Le Violon» et immatriculée au R.C.S. de TOULOUSE sous le n° 380 945 303, à savoir : Démission de M. DUBLOIS Dominique et nomination de M. Florian MARQUIE, né le 26 mars 2001 à CASTELNAUDARY (11400), DÉPÔT LÉGAL : Greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE.

Pour avis : La gérance.

G2101766

CACTILE - SAS

25 Bis rue des Roitelets
31830 PLAISANCE DU TOUCH
R.C.S. Toulouse N°894 064 302

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 08/12/2021, il a été décidé, d'une part de proroger la date de clôture du premier exercice social pour la fixer au 31 décembre 2022, d'autre part d'augmenter le capital de la société de 5.700 €, pour le porter de 10.000 € à 15.700 €, par l'émission de 570 actions nouvelles ordinaires, d'une valeur nominale de 10 € chacune.

Les statuts ont été modifiés en conséquence.

Pour avis : Le président.

G2101771

POURSUITE D'ACTIVITE

SARL ASM 31

SARL ASM 31, capital de 2.000 €, Zone Industrielle du Triasis, 17 rue Antoine Becquerel - 31140 LAUNAGUET, R.C.S. TOULOUSE, 503 700 494. Par décision du 31/10/2021, l'associé unique, statuant en application de l'article L.223-42 du code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

G2101349

RATIOTECH INGÉNIERIE

Société par actions simplifiée au capital de 1.000 Euros
Siège social : 45 route de Colomiers
31700 CORNEBARRIEU
882 935 380 R.C.S. Toulouse

L'AGE du 30/09/2021, statuant en application de l'article L. 225-248 du code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

Pour avis : Le président.

G2101379



ALMA MATER

Société à responsabilité limitée au capital de 1.001.000 Euros
Siège social : 2 rue Ecopole
31270 VILLENEUVE TOLOSANE
831 002 522 R.C.S. Toulouse

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 02 novembre 2021, conformément à l'article L 223-42 du code de commerce, a décidé de ne pas dissoudre la société. Mention sera faite au R.C.S. : TOULOUSE.

Pour avis.

G2101676

DISSOLUTION

DE SOCIETE



SCI M&M'S

Additif à l'annonce parue dans LA GAZETTE DU MIDI, référence n°G2101618, le 13 décembre 2021, concernant l'avis de dissolution de la SCI M&M'S, l'assemblée générale a nommé comme liquidateur M. Maxence MILITON, «demeurant 32 boulevard de Strasbourg, 31000 TOULOUSE».

G2101692

BALUFFET

Société à responsabilité limitée en liquidation au capital de 1.000 Euros
Siège : 1 chemin d'Hautpoul
31270 CUGNAUX
Siège de liquidation :
1 chemin d'Hautpoul
31270 CUGNAUX
481 692 754 R.C.S. Toulouse

L'assemblée générale extraordinaire réunie le 15 novembre 2021 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 15 novembre 2021 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur Monsieur Manuel Joaquim DA SILVA MOREIRA, demeurant 1 chemin d'Hautpoul - 31270 CUGNAUX, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 1 chemin d'Hautpoul - 31270 CUGNAUX. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

Pour avis : Le liquidateur.

G2101455

SCI AGTC

Société civile immobilière en liquidation Au capital de 1.000 Euros
Siège social :
ROQUETTES 31120
14 rue du Canigou
Siège de liquidation :
34 impasse des Espérances
31860 VILLATE
440 798 460 R.C.S. Toulouse

Avis de dissolution anticipée

Par décision unanime en date du 29 octobre 2021, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Ils ont nommé comme liquidateur Monsieur Gilles ALASIA, demeurant 34 impasse des Espérances - 31860 VILLATE, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 34 impasse des Espérances - 31860 VILLATE. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

Pour avis : Le liquidateur.

G2101682



EURL EJS HABITAT SERVICES

EURL au capital de 2.000,00 Euros
Siège social : 7 chemin de la Naouzo
31490 BRAX
R.C.S. Toulouse 813495256

Par décision du 14/12/2021, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31/12/2021 et sa mise en liquidation.

A été nommé Liquidateur Monsieur SCHMID Eric, demeurant 7 Chemin de la Naouzo - 31490 BRAX, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé au 7 chemin de la Naouzo - 31490 BRAX, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE.

Mention sera faite au R.C.S. : TOULOUSE.

Pour avis.

G2101690

SNC CPENR DE LA BERNACAILLE

En date du 28/10/2021, l'assemblée générale extraordinaire de la SNC CPENR DE LA BERNACAILLE a prononcé la dissolution de cette SNC immatriculée au R.C.S. de TOULOUSE : 834 858 912, ayant un capital de 100 €, son siège social au 2 rue du Libre Echange - 31500 TOULOUSE, et pour objet social l'exploitation d'une centrale d'énergie renouvelable. Son gérant, la société ABO WIND SARL au capital de 100.000 € ayant son siège social 2 rue du Libre Echange - 31500 TOULOUSE R.C.S. TOULOUSE 441 291 432 représentée par Patrick BESSIERE a été nommé liquidateur. Le liquidateur procédera aux formalités de liquidation de cette société qui sera radiée auprès du tribunal de commerce et des sociétés de TOULOUSE après sa dissolution.

G2101663

SAS EOLE-LIEN DU LIVRADOIS-FOREZ

En date du 28/10/2021, l'assemblée générale extraordinaire de la SAS EOLE-LIEN DU LIVRADOIS-FOREZ a prononcé la dissolution de cette société immatriculée au R.C.S. de TOULOUSE : 524 173 309, ayant un capital social de 100 €, son siège social au 2 rue du Libre Echange - 31500 TOULOUSE, et pour objet social l'exploitation d'une centrale d'énergie renouvelable. Son président, la société ABO WIND SARL au capital de 100.000 € ayant son siège social 2 rue du Libre Echange - 31500 TOULOUSE R.C.S. TOULOUSE 441 291 432 représentée par Patrick BESSIERE a été nommé liquidateur. Le liquidateur procédera aux formalités de liquidation de cette société qui sera radiée auprès du tribunal de commerce et des sociétés de TOULOUSE après sa dissolution.

G2101662

SARL CAP'ELEC

Société à responsabilité limitée au capital de 7.622,45 Euros
Siège social : Leze Morte
31410 ST SULPICE SUR LEZE
R.C.S. Toulouse 413 174 285

L'AGE du 30/09/2021 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 30/09/2021 et sa mise en liquidation amiable. Elle a nommé comme liquidateur Mme Laure CAPDEFOSSE demeurant 51 rue Victor Hugo - 31220 CAZERES, pour toute la durée de la liquidation. Le siège de la liquidation est fixé Leze Morte - 31410 ST SULPICE SUR LEZE. Mention sera faite au R.C.S. de TOULOUSE.

Pour avis : La gérance.

G2100702

SAS DRIVER VTC PIAULENNE

SAS DRIVER VTC PIAULENNE au capital de 1.000 €, 290 chemin de Saint Auren - 31600 LHERM, R.C.S. TOULOUSE 899 468 433. Par AG du 04/11/2021, à effet de ce jour, il a été décidé la dissolution anticipée amiable. LIQUIDATRICE : Audrey PIAULENNE, 290 chemin de Saint Auren - 31600 LHERM. SIEGE DE LA LIQUIDATION : 290 chemin de Saint Auren - 31600 LHERM. G2100857

FERME EOLIENNE DE DENEZE-SOUS-DOUE

Additif à l'annonce parue le 29/11/2021, concernant la société FERME EOLIENNE DE DENEZE-SOUS-DOUE, immatriculée au RCS de Toulouse 804 574 937. La société ABO WIND SARL au capital de 100.000 € ayant son siège social 2 rue du Libre Echange 31500 TOULOUSE, immatriculée au RCS de TOULOUSE 441 291 432 représentée par Patrick BESSIERE a été nommé liquidateur.

G2101719

ASSOCIATION DES CLIENTS ET DES SOCIETAIRES DE LA BANQUE POPULAIRE OCCITANE (acb)

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 abrégativement dénommée l'acb dont le siège est situé au 33-43 avenue Georges Pompidou - 31135 BALMA Cedex. Inscrite sous le n° 6443 auprès de la préfecture de la Haute Garonne. SIRET 402 514 988 00011.

L'assemblée générale extraordinaire des adhérents de l'association a décidé sa dissolution à compter du 9 décembre 2021 et sa mise en liquidation. Elle a nommé M. Michel CASTAGNÉ, demeurant 1 rue Bardou à TOULOUSE (31200), en qualité de liquidateur et lui a conféré les pouvoirs les plus étendus pour mener à bonne fin les opérations en cours, réaliser tous les éléments de

l'actif, payer le passif et finaliser toute opération de liquidation.

Les correspondances, les actes et documents concernant la liquidation doivent être adressés et notifiés au 33-43 avenue Georges Pompidou - 31130 BALMA, lieu du siège social.

Le liquidateur.

G2101577

CLOTURE

DE LIQUIDATION

NEGOCE OCCITAN

Société à responsabilité limitée en liquidation au capital de 10.000 Euros
Siège social et de liquidation :
12 Chemin des Carabiniers
31620 CASTELNAU D'ESTRETEFONDS
529 784 902 R.C.S. Toulouse

L'AGO du 01/12/2021 a approuvé le compte définitif de liquidation au 30/09/2021, déchargé Monsieur Jean-François PONS, domicilié 121 Route des Hebrails - 31620 CASTELNAU D'ESTRETEFONDS, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation au 30/09/2021. Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE, en annexe au R.C.S.

Pour avis, le liquidateur.

G2101331

SAP 21

S.A.R.L au capital de 100 Euros
Siège social :
27 rue Antonin Bacou - 31140 SAINT ALBAN
SIRET : 839 503 166 00010
R.C.S. Toulouse

Suivant délibération en date du 13 décembre 2021 à Saint Alban, l'associé unique, après avoir entendu le rapport du liquidateur Monsieur AHYAOUI MOHAMED - 27 rue Antonin Bacou - 31140 SAINT ALBAN, a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur de sa gestion, déchargé de son mandat le liquidateur et constaté la clôture de liquidation de la SARL SAP 21 à compter du 13 Décembre 2021.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de Toulouse.

Le liquidateur.

G2101333

SCI DU 129 ROUTE DE BLAGNAC

Société civile immobilière en liquidation au capital de 457,35 Euros
Siège : 129 route de Blagnac
31200 TOULOUSE
R.C.S. Toulouse 420 333 593

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 03/12/2021 :

L'assemblée générale des associées a

- Approuvé les comptes de liquidation arrêtés au 30/06/2021 ;

- Donné quitus aux Liquidateurs Mme Agnès POUJADE demeurant 4 bis rue Clausade - 31200 TOULOUSE et Mme Frédérique DEGORCE demeurant Lieudit en Marsaou - 31370 FORGUES, et les ont déchargées de leurs mandats ;

- Constaté la clôture des opérations de liquidation.

G2101637

LA GAZZETTA

SAS en liquidation au capital de 1.000 Euros
Siège social :
2 allée des Soupis
31400 TOULOUSE
831 188 156 R.C.S. Toulouse

D'un procès-verbal d'assemblée générale ordinaire du 31/12/2020, il résulte que l'assemblée générale des associés, après avoir entendu le rapport de Michaël CHETRIT liquidateur, a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur et l'a déchargé de son mandat, et a constaté la clôture des opérations de liquidation. Les comptes de liquidation seront déposés au RCS de TOULOUSE.

Pour insertion.

G2101641

Toutes les annonces légales de votre département sur www.actulegales.fr

Haute-Garonne / Tarn-et-Garonne

LE P'TIT MONTAGNARD

Société à responsabilité limitée en liquidation
au capital de 9.146,94 €uros
Siège social et de liquidation :
7 rue Joseph de Malaret - 31000 TOULOUSE
R.C.S. Toulouse 325 804 631

L'assemblée générale du 13/12/2021 a approuvé le compte définitif de liquidation au 30/11/2021, déchargé Mme Jeanne ROUGALLES demeurant 7 rue Joseph de Malaret - 31000 TOULOUSE de son mandat de liquidatrice, lui donné quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation au 30/11/2021. Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE, en annexe au R.C.S. Pour avis : La liquidatrice.

G2101680

SCCV NORIA PARK

SCCV au capital de 1.000 €uros
Siège social : 13 rue Paul Mésplé ZAC Basso Cambo - 31100 TOULOUSE
R.C.S. Toulouse 798 075 131

L'assemblée générale réunie le 19 novembre 2021 a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé la société GROUPE PROMO MIDI, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE, en annexe au R.C.S.

G2101709

OLSEJU

Société par actions simplifiée en liquidation
au capital de 10.000 €uros
Siège social :
13 rue sainte Ursule
31000 TOULOUSE
894 752 690 R.C.S. Toulouse

L'AGO réunie le 13/12/2021 au 18 boulevard de Grenelle - 75015 PARIS a approuvé le compte définitif de liquidation au 30/11/2021, déchargé M. Olivier PARSİ de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE, en annexe au R.C.S. et la société sera radiée dudit registre.

Pour avis : Le liquidateur.

G2101712

SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE FACES

Société civile immobilière en liquidation au capital effectif de 30.489,80 €uros
Siège social : 25 rue Gambetta 31390 CARBONNE
Siège de liquidation :
2 rue de la Nièvre
31200 TOULOUSE
331 259 531 R.C.S. Toulouse

L'assemblée générale réunie le 15 décembre 2021 au siège de liquidation a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Raymond LAVAL, demeurant 2 rue de la Nièvre - 31200 TOULOUSE, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée. Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE, en annexe au R.C.S.

G2101736

LIQUIDATION

JUDICIAIRE

jugement en date du 14 Décembre 2021 du tribunal judiciaire de Toulouse prononçant l'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire de la
S.C. CLC HOLDING
dont le siège social est sis 11 Rue du Lac Bleu - 31240 L UNION

(DOSSIER : N° RG 21/04891 - N° Portalis DBX4-W-B7F-QMKR)
liquidateur judiciaire : Me Béatrice AMIZET SELARL BENOIT & ASSOCIÉS, demeurant 17 RUE DE METZ - 31000 TOULOUSE

Le Greffier.

G2101726

jugement en date du 14 Décembre 2021 du tribunal judiciaire de Toulouse ouvrant les opérations de la liquidation judiciaire de la

S.C.I. 5

dont le siège social est sis 1 Rue de Charlas - LES VITARELLES - 31830 PLAISANCE DU TOUCH
(DOSSIER : N° RG 21/04444 - N° Portalis DBX4-W-B7F-QL7T)
liquidateur judiciaire : Me Julien PAYEN SELARL JULIEN PAYEN, demeurant 54 RUE PARGAMINIERES - CS 18501 - 31685 TOULOUSE CEDEX 6

Le Greffier.

G2101729

jugement en date du 14 Décembre 2021 du tribunal judiciaire de Toulouse prononçant l'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire de

Marie Catherine TECHER

demeurant 9 Allée des Jardins - 31290 GARDOUCH
(DOSSIER : N° RG 21/04730 - N° Portalis DBX4-W-B7F-QLRP)

liquidateur judiciaire : Me Marc-Antoine REY SAS BDR ET ASSOCIÉS, demeurant 2 BIS AVENUE JEAN RIEUX - CS 15854 - 31506 TOULOUSE CEDEX 5

Le Greffier.

G2101733

jugement en date du 16 Décembre 2021 du tribunal judiciaire de Toulouse prononçant ouvre la liquidation judiciaire après résolution du plan de redressement de la

S.A.S. CORTIM

dont le siège social est sis 27 RUE PASTEL - 31120 LACROIX FALGARDE
(DOSSIER : N° RG 21/05135 - N° Portalis DBX4-W-B7F-QNZO)
liquidateur judiciaire : Me Marc-Antoine REY SAS BDR ET ASSOCIÉS, demeurant 2 BIS AVENUE JEAN RIEUX - CS 15854 - 31506 TOULOUSE CEDEX 5

Le Greffier.

G2101757

REDRESSEMENT

JUDICIAIRE

jugement en date du 14 Décembre 2021 du tribunal judiciaire de Toulouse arrêtant un plan de redressement de
L'ASSOCIATION CLUB HIPPIQUE DE PECH DAVID

enseignement de l'équitation, dont le siège social est sis 37 CHEMIN DES CANALETTS - 31400 TOULOUSE
(DOSSIER : N° RG 20/03673 - N° Portalis DBX4-W-B7E-PMZJ)

commissaire à l'exécution du plan : Me Julien PAYEN SELARL JULIEN PAYEN, demeurant 54 RUE PARGAMINIERES - CS 18501 - 31685 TOULOUSE CEDEX 6

Le Greffier.

G2101727

jugement en date du 14 Décembre 2021 du tribunal judiciaire de Toulouse prononçant l'ouverture de la procédure de redressement de la

S.C.I. BESAC

dont le siège social est sis 10 CHEMIN DE LA PLAINE - 31770 COLOMIERS
(DOSSIER : N° RG 21/04728 - N° Portalis DBX4-W-B7F-QLRE)
représentant des créanciers : Me Olivier BENOIT SELARL BENOIT & ASSOCIÉS, demeurant 17 RUE DE METZ - 31000 TOULOUSE

Le Greffier.

G2101730

jugement en date du 14 Décembre 2021 du tribunal judiciaire de Toulouse arrêtant un plan de redressement de la

S.C.I. CHD

dont le siège social est sis 11 RUE ADOLPHE COLL - 31300 TOULOUSE
(DOSSIER : N° RG 19/03771 - N° Portalis DBX4-W-B7D-OYHP)
commissaire à l'exécution du plan : Me Stéphane HOAREAU SELAS EGIDE, demeurant 4 RUE AMELIE - CS 98034 - 31080 TOULOUSE

mandataire judiciaire :

Le Greffier.

G2101731

jugement en date du 14 Décembre 2021 du tribunal judiciaire de Toulouse prononçant l'ouverture de la procédure de redressement de la

S.C.I. SARAH AND CO

dont le siège social est sis 10 CHEMIN DE LA PLAINE - 31770 COLOMIERS
(DOSSIER : N° RG 21/04729 - N° Portalis DBX4-W-B7F-QLRH)
représentant des créanciers : Me Olivier BENOIT SELARL BENOIT & ASSOCIÉS, demeurant 17 RUE DE METZ - 31000 TOULOUSE

Le Greffier.

G2101732

jugement en date du 14 Décembre 2021 du tribunal judiciaire de Toulouse constatant l'exécution du plan de redressement de

André RUFFAT

architecte, demeurant 9 PLACE DES CARMES - 31000 TOULOUSE
(DOSSIER : N° RG 15/03310 - N° Portalis DBX4-W-B67-LOY6)

liquidateur judiciaire :
représentant des créanciers : Me SELARL BENOIT & ASSOCIÉS, demeurant 17 RUE DE METZ - 31000 TOULOUSE

commissaire à l'exécution du plan : Me SELARL BENOIT & ASSOCIÉS, demeurant 17 RUE DE METZ - 31000 TOULOUSE

mandataire judiciaire :

Le Greffier.

G2101728

TRIBUNAUX

JUDICIAIRE

Par jugement rendu le 29.11.2021 la Chambre du Conseil du Tribunal Judiciaire de TOULOUSE a statué par le dispositif suivant :

Vu l'article 122 du code civil,
Déclare absent

René-Joseph CHAGOT

né le 27 janvier 1918 à CANNES (06)
Ordonne la publication du dispositif de ce jugement dans les quatre mois de son prononcé dans le journal La Dépêche du Midi et dans le journal La Gazette du Midi, ce conformément aux dispositions des articles

123 et 127 du Code Civil et 1068 du Code de Procédure Civile et la transcription de son dispositif sur les divers registres de l'état civil conformément à l'article 127 du Code Civil
G2101581

CHANGEMENT DE

REGIME MATRIMONIAL

Maître Xavier BILLIAUD
Notaire à SAINT SULPICE SUR LEZE (31410), 4 rue des Artisans

RAYMOND - DELMAS

Aménagement de régime matrimonial

Suivant acte reçu par Maître Xavier BILLIAUD, Notaire à SAINT SULPICE SUR LEZE (Haute-Garonne), 4 rue des Artisans, CRPCEN 31035, le 26 novembre 2021, contenant aménagement du régime matrimonial de :

Monsieur Patrick André Roger RAYMOND, retraité, et Madame Josiane Mélanie DELMAS, retraitée, demeurant ensemble à SAINT SULPICE SUR LEZE (31410) 11 rue de la Posteariés à la mairie de SAINT SULPICE SUR LEZE (31410) le 30 mai 1981 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Monsieur Patrick RAYMOND a fait apport à la communauté d'une maison de ville avec un local commercial et un appartement à SAINT SULPICE SUR LEZE (31410), 9, 9 bis et 13 rue de la Poste, et d'un hangar agricole à MONTAUT (31410), lieudit la Grangère.

Les oppositions des créanciers seront reçues par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie d'huissier de justice, dans les trois mois de la présente insertion, par Maître Xavier BILLIAUD, Notaire à SAINT SULPICE SUR LEZE (31410), 4 rue des Artisans.

Pour insertion : Le Notaire.

G2101681

CHANGEMENT DE

NOM PATRONYMIQUE

POURQU'É- KESSAS

Monsieur Julien, Pierre né POURQUIÉ, nom d'usage POURQUIÉ-KESSAS, marié à Anaïs BAA-PUYOULET, né le 29 septembre 1979 à TOULOUSE (Haute-Garonne), demeurant 14 chemin des sœurs à BLAGNAC (31700), agissant tant en son nom personnel qu'au nom de ses enfants mineurs, Joseph, Henri, Marcel POURQUIÉ, né le 22 avril 2014 à TOULOUSE (Haute-Garonne) et Lucien, Jacob, Antonin POURQUIÉ, né le 2 mars 2021 à TOULOUSE (Haute-Garonne) dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet d'ajouter à son nom patronymique celui de KESSAS, afin de s'appeler à l'avenir POURQUIÉ-KESSAS.

G2101668

AVIS DIVERS

toulouse
métropole

Avis de publicité

Manifestation spontanée d'intérêt Toulouse Métropole

Toulouse Métropole a été sollicitée par un porteur de projets souhaitant installer des bornes pour la récupération et la valorisation des Textiles, Linge et Chaussures (TLC) sur son périmètre.

En application des dispositions de l'article L.2122-1-4 du code général de la propriété des personnes publiques, et suite à une manifestation d'intérêt spontanée, le présent avis a pour objet de susciter des manifestations d'intérêts concurrentes pour le déploiement de bornes en vue de la récupération et de la valorisation des TLC sur le domaine public métropolitain.

Une redevance d'occupation sera demandée annuellement pour l'occupation de ces espaces en contrepartie de l'autorisation accordée aux opérateurs privés d'occuper le domaine public pour l'exploitation de leurs équipements de récupération.

ACTIVITÉ :

Les porteurs de projets privés assureront le déploiement - l'exploitation (vidage, tri et valorisation des TLC) et la maintenance des bornes.

Il est à noter que les candidats devront justifier d'un conventionnement avec l'éco-organisme de la filière agréé par l'Etat, Refashion.

Il est précisé que les investissements et les coûts de fonctionnement de l'ensemble des bornes de récupération déployées seront entièrement à la charge du candidat retenu, sans aucune aide technique et financière de Toulouse Métropole.

CONTACT :

Pour tous renseignements et intérêt sur ce projet, veuillez contacter la Direction Déchets et Moyens Techniques : accueilDMT@toulouse-metropole.fr

PROCÉDURE :

Les candidats intéressés par un tel projet disposent d'un délai pour manifester leur intérêt à compter de la publication du présent avis, soit jusqu'au 31 décembre 2021 à 12h00 (midi) à l'adresse courriel ci-dessus.

Les candidats préciseront le type de projet envisagé, les sites d'implantation des bornes de récupération prévisionnels, le matériel à déployer et proposeront les conditions d'exploitation.

Toulouse Métropole transmettra aux candidats admis à participer (respect des conditions ci-dessus), un règlement de consultation explicitant les conditions techniques et juridiques de la mise en place de cette activité, ainsi que le déroulé de la procédure de sélection.

Tout intérêt manifesté postérieurement à cette date ne sera pas pris en compte.

G2101536

Préfecture Direction de la citoyenneté et de la légalité

Extrait d'un avis de la commission départementale d'aménagement commercial (CDAC)

Réunie le 15 décembre 2021, la CDAC de la Haute-Garonne a émis un avis favorable à la demande de permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale, présentée par la SAS PECHBODIS (2 rue du 8 mai 1945 - 31140 PECHBONNIEU), pour l'extension de 204,72 m² de surface de vente (SV) d'un ensemble commercial de 2.021,44 m² de SV, visant à atteindre 2.226,16 m² de SV, par l'extension du magasin Carrefour Market (2 rue du 8 mai 1945 - 31140 PECHBONNIEU).

Fait à Toulouse, le 15 décembre 2021

Pour le préfet et par délégation, le sous-préfet de Muret, secrétaire générale adjointe chargée de l'urbanisme et de l'aménagement commercial
Signé : Cécile LENGLET.

G2101760



SELARL POURCIEL & ASSOCIÉS

Notaires associés
Parc de la Tuilerie
Route de Narbonne
31810 VENERQUE

MME ROSE PEYRAT

Envoi en possession
en l'absence d'héritiers réservataires
Article 1378-1 du Code de procédure civile

Pour avis.

Par testament olographe, en date du 11 mai 1998 déposé au rang des minutes de Maître VEYRES, notaire à TOULOUSE, le 14 décembre 2021,

Madame Rose PEYRAT, demeurant à SAINT SULPICE SUR LEZE (31410), 7 avenue du grand vignemale, Née à TOULOUSE (31000), le 12 avril 1923, veuve de Monsieur Jean Marie ABESCAT, décédée à SAINT SULPICE SUR LEZE (31410), le 6 août 2021.

A institué un légataire universel.

Les oppositions pourront être formées auprès du Notaire chargé du règlement de la succession : Maître Jean-Philippe LAVAIL, notaire à VENERQUE.

Pour avis.

G2101761

POUR PLUS
DE RAPIDITÉ,

ENVOYEZ NOUS
VOS ANNONCES

PAR MAIL
EN FORMAT WORD

annonceleale.gazm@forumeco.com

Tarn-et-Garonne

VENTE CESSION

ATTRIBUTION D'APPORTS

LA P'TITE BOUTIC DE DIDIER/DE L'ETABLE A LA TABLE

Avis de cession de fonds de commerce

Suivant acte sous seing privé en date à MONTRICOUX du 02/11/2021, enregistré au service des impôts de MONTAUBAN le 25/11/2021, dossier 2021 00057008 référence 8204P01 2021 A 01526.

La société LA P'TITE BOUTIC DE DIDIER, société par actions simplifiée au capital de 5.000 €, dont le siège social est 28-30 Grand Rue - 82800 MONTRICOUX, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTAUBAN sous le numéro 819 657 164, représentée par son président, Didier SULSKI,

A cédé,

A la société DE L'ETABLE A LA TABLE, société à responsabilité limitée au capital de 7.000 € dont le siège social est 28-30 Grand Rue - 82800 MONTRICOUX, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTAUBAN sous le numéro 903 924 280, représentée par sa gérante Emeline TEULADE, un fonds de commerce de boucherie, charcuterie, traiteur, sis et exploité 28-30 Grand Rue - 82800 MONTRICOUX, moyennant le prix de 110.000 €.

La prise de possession et l'exploitation effective par l'acquéreur ont été fixées au 02/11/2021.

Les oppositions seront reçues dans les dix jours de la dernière en date des publicités légales, au siège du fonds cédé pour la validité et, pour toutes correspondances, au cabinet d'expertise comptable CERFRANCE GT - service juridique - 110 avenue Marcel Unal - 82017 MONTAUBAN.

Pour avis.

G2100492

DELMAS/DU LURON

Suivant acte sous seing privé en date à MIRABEL du 01/12/2021, enregistré au service des impôts de Montauban le 07/12/2021, réf 8204P01 2021 A 01568, Mme Régine DELMAS demeurant 10 Grand Rue - 82440 MIRABEL.

A cédé à la société DU LURON, SARL au capital de 5.000 € dont le siège social est situé au 10 Grand Rue - 82440 MIRABEL, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 812.160.000.

Un fonds de commerce de « café IVème catégorie, bar, restaurant », sis et exploité 10 Grand Rue - 82440 MIRABEL, moyennant le prix de 8.000 €.

Entrée en jouissance : Le 1^{er} décembre 2021.

Les oppositions seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publicités légales au domicile élu pour les oppositions : 10 Grand Rue - 82440 MIRABEL.

Pour avis.

G2101770

MODIFICATION

DE STATUTS

AC 040

Société à responsabilité limitée au capital de 100.000 €uros
Siège social : 1720 avenue de l'Europe 82000 MONTAUBAN
R.C.S. Montauban 803 183 110

Suivant acte sous seing privé en date du 15 décembre 2021, il a été décidé de transférer le siège social du 1720 avenue de l'Europe - 82000 MONTAUBAN au 1 rue Alfred de Musset - 38100 GRENOBLE à compter du 15 décembre 2021. Radiation au R.C.S. de MONTAUBAN ré-immatriculation au R.C.S. de GRENOBLE.

G2101750

NOUVEAU SITE

Retrouvez l'intégralité de votre journal et plus encore sur

www.gazette-du-midi.fr

Une expérience digitale accrue avec votre journal

- ✓ Informations économiques et juridiques
- ✓ Contenu web exclusif
- ✓ Nouvelles fonctionnalités bientôt disponibles



Essai. Le joyau de la production automobile nationale fait évoluer sa courte gamme autour de trois déclinaisons pertinentes pour mieux séduire une clientèle qui se fait désirer.

Une Alpine, trois propositions



L'Alpine A110 GT : le meilleur des deux mondes.

L'Alpine A110 n'obtient pas le succès commercial qu'elle mérite. Loin s'en faut. Quatre ans après ses débuts, les ventes n'ont pas tenu leurs promesses initiales. Totale-ment injuste, compte tenu des multiples qualités d'un coupé sportif attachant qui hisse au meilleur niveau la notion de plaisir automobile sans afféterie et sans esbroufe. C'est peut-être ce qui lui fait défaut au pays des SUV rois et de l'autophobie pathologique.

Heureusement, le constructeur n'abandonne pas la partie pour autant et diversifie son offre autour de trois propositions résumées d'une formule : « trois philosophies et autant d'émotions ». Points communs, la silhouette évocatrice, toujours gracieuse inspirée par la berline originelle et un quatre cylindres 1.8 turbo implanté en position centrale arrière couplé à une boîte automatique à double embrayage Getrag à sept rapports.

L'Alpine A110 de « base » est la plus proche des légendaires A110 qui ont forgé le mythe

dans les années 60/70. La proposition est attractive : le 1,8 l turbo en version 252 ch et des équipements privilégiant la simplicité et l'efficacité. Freinage Brembo avec des disques de 296 mm à l'avant, roues de 17 pouces montées en Michelin Pilot Sport de taille raisonnable (205/45 et 235/45) : elle se concentre sur l'essentiel. Vive et légère (1 102 kg), elle ne manque pas d'atouts.

L'inedite A110S reprend une appellation fameuse. Elle est la toute première de la famille dotée d'un aileron arrière proposé en option. Un signe distinctif qui fera peut-être froncer le sourcil des puristes. Cet appendice est complété par une lame avant et un carénage aérodynamique sous la caisse, des éléments en carbone accentuant l'efficacité en augmentant l'appui. Derrière les baquets, on retrouve une version bodybuiltée du vaillant quatre cylindres dont la puissance passe à 300 ch (340 Nm de couple de 2 400 à 6 000 tr/mn). Il lui suffit de 4,2 secondes pour passer de 0 à 100 km/h.

Le reste est à l'avenant avec un châssis rigidifié : ressorts 50 % plus raides et barres anti-roulis creuses, plus fermes de 100 %, géométrie des trains spécifiques, butées hydrauliques de direction recalibrées, caisse abaissée de 4 mm. Pour faire bonne mesure, elle reçoit des roues de 18 pouces montées en série en Pilot Sport 4 (215/40 et 245/40) et un système de freinage Brembo hautes performances avec des disques bi-matière de 320 mm à l'avant et à l'arrière. Pour que cela se perçoive à l'oreille, un échappement Sport est du voyage. Ou du circuit plutôt, son domaine privilégié. Sur-tout si on opte pour les pneus semi-slick Michelin PS Cup.

A110 GT, L'ESPRIT DE SYNTHÈSE

L'Alpine A110 GT prend le meilleur des deux autres modèles, associant sa ligne intemporelle et épurée à la motorisation 300 ch, assurant un niveau de performances et un couple identiques à la version S. Elle lui emprunte également son système de frei-

nage, son échappement et ses roues de 18 pouces avec les mêmes gommages dans des dimensions légèrement moindres (205/40 et 235/40).

La différence majeure : des suspensions moins radicales proposant un judicieux compromis entre confort et efficacité. Une façon de préserver un des points forts de l'Alpine A110, un niveau de confort rare sur une voiture résolument sportive. L'A110GT y ajoute des baquets « confort » réglables sur six voies, habillés de cuir noir ou marron, une assistance au parking avant et arrière avec caméra de recul, facilitant le quotidien. Le tout avec une prise de poids insignifiante, une vingtaine de kilos, pas davantage. On aurait tort de s'en priver.

Un nouveau système multimédia à la connectivité renforcée, une navigation plus performante, une optimisation des trois modes de conduite proposés, agissant sur la réponse de l'accélérateur, de la direction, des lois de passages de vitesse et de la sensibilité du contrôle de trajectoire sont au menu commun du trio. Aux neuf teintes de carrosseries disponibles en série dont un tonique Orange feu faisant référence aux Alpine A110 du passé, il est possible de préférer une des 22 teintes « héritage » puisant leur inspiration dans la légende de la marque.

Voitures au potentiel de séduction intact, les différentes déclinaisons de l'Alpine A110 n'ont aucune rivale sur le marché. En plus, elles ne souffrent pas d'un malus décourageant. À saisir avant qu'il ne soit trop tard. À partir de 59 500 €.

DOMINIQUE MARÉE



Le cockpit tendu de cuir d'une des voitures les plus sexy du marché.

Actualités

VOITURE DE L'ANNÉE : 308, L'INTRUSE

La voiture de l'année 2022 sera-t-elle un modèle 100 % électrique pour la 4^e fois de l'histoire de ce trophée européen né en 1964 ? Si on se place sur le seul terrain des probabilités, c'est quasiment certain. Parmi les sept finalistes, issues d'une sélection initiale de 39 modèles dont quatre voitures représentant trois constructeurs chinois, une grande première, on compte pas moins de six voitures exclusivement électriques. Par ordre alphabétique, les Cupra Born, Ford Mustang Mach-E, Hyundai Ioniq 5, Kia EV6, Renault Megane E-Tech et Skoda Enyaq IV. Un sextette éclectique avec une seule et unique représentante des grands constructeurs traditionnels : l'inedite Megane. Pour le reste : Cupra, toute jeune espagnole marque créée par Seat à la fin de la précédente décennie, une Américaine au nom évocateur, deux cousines coréennes et une Tchèque. Seule à échapper à cette quasi-hégémonie électrique, la seconde française de cette sélection finale : la Peugeot 308. Si elle est l'unique voiture thermique (essence et diesel) du lot, il faut préciser qu'elle est également disponible en motorisations hybrides rechargeables et donc électrifiée selon la terminologie en usage. En attendant une évolution exclusivement électrique prévue par le constructeur. Cette proposition multiple sera-t-elle de nature à convaincre le jury européen de 61 membres dont six Français représentant 23 pays européens ? Bien qu'essulée parmi les autres finalistes, la diversité de son offre de motorisations qu'elle est la seule et unique à proposer et ses qualités intrinsèques sont susceptibles de faire la différence et d'emporter les suffrages pour succéder au palmarès à la Toyota Yaris, sacrée l'an dernier et à une autre Peugeot, la 208, élue en 2020. Du côté des 100 % électriques, les trois précédentes lauréates n'avaient pas converti leur titre en succès commercial. Loin s'en faut. Si la première génération de Nissan Leaf (voiture de l'année 2011) a sauvé les apparences grâce à une diffusion mondiale, l'Opel Ampera (2012) malgré sa pertinence a été retirée du catalogue prématurément alors la Jaguar I Pace (2019) reste confidentielle. Résultat des votes, le lundi 28 février 2022.

D.M.

LE RECYCLAGE AUTOMOBILE ACCÉLÈRE

L'Ademe vient de dévoiler son rapport annuel « Automobiles — Données 2019 ». Des chiffres qui réjouissent Johan Branca et Laurent Assis-Arantes, cofondateurs de la PME toulousaine Opisto, leader de la pièce auto d'occasion en France. « Pour la première fois, la filière du recyclage automobile a atteint en 2019 les objectifs fixés par l'UE à savoir 87,1 % de taux de recyclage et réutilisation (objectif UE : 85 %) et 95 % de taux de réutilisation et valorisation (objectif UE : 95 %). Grâce à la prime à la conversion les chiffres sont restés relativement stables entre 2018 et 2019. Mais le nombre de véhicules collectés en 2020 devrait malheureusement baisser en 2020 pour atteindre 1,2 million (contre 1,6 million en 2019). Pourtant la demande ne faiblit pas. Le parc roulant français est vieillissant, et outre l'impact écologique et économique de la pièce d'occasion, il est indispensable de les coupler aux pièces neuves afin de répondre aux besoins de plus en plus grands », détaille Johan Branca. « L'afflux important de véhicules hors d'usage (VHU) pris en charge, avec une hausse de plus de 42 % depuis 2017, contraint les Centres VHU à s'adapter continuellement. On constate d'ailleurs une hausse très raisonnable du nombre de pièces démontées par véhicule, directement lié à ce volume massif de véhicule hors d'usage sur l'année 2019. La tendance est aujourd'hui sur une accélération du démontage des pièces, notamment pour répondre à la demande croissante en pièces de réemploi. Nous avons d'ailleurs constaté qu'en 2020, près de 9 millions de pièces ont été informatisées sur nos plateformes contre 2,5 millions en 2015 », conclut Laurent Assis-Arantes.

moteur



ALERTE SOLIDARITÉ

EMMAÜS EN DANGER

NE LES LAISSONS PAS RETOURNER À LA RUE

Depuis maintenant 70 ans, Emmaüs agit partout en France pour accueillir, héberger, et accompagner les plus démunis dans leur réinsertion. Aujourd'hui, la crise sanitaire sans précédent qui frappe notre pays nous a contraint à cesser l'essentiel de nos activités. Tous nos compagnons et toutes les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion que nous aidons sont aujourd'hui en danger. Pour la première fois en 70 ans, Emmaüs fait appel à vous et à votre générosité pour ne pas laisser les plus fragiles retourner seuls et sans ressource à la rue face à un virus mortel. Plus que jamais ils ont besoin de NOUS, mais pour agir chaque jour nous avons besoin de VOUS, de toute urgence. Merci

DONNEZ MAINTENANT

emmaus-france.org



**EMMAÜS
NE PAS SUBIR
TOUJOURS AGIR**

Exposition. Interactive et ludique, cette « exposition jeu » traitera d'un sujet en phase avec l'actualité : il s'agira de tester son esprit critique à travers différentes situations semblables à celles auxquelles nous sommes quotidiennement confrontés.

Exercez votre esprit critique au Quai des Savoirs

Face aux fake news, aux rumeurs, aux pièges du marketing, aux idées toutes faites, aux arguments fallacieux, comment réagissons-nous ? Comment nos préjugés, nos habitudes de pensée, nos émotions et parfois notre méfiance conditionnent nos pensées, nos décisions ou nos actes ? Et comment faire pour démêler le vrai du faux et affûter notre esprit critique ? C'est ce que propose l'exposition Esprit critique, détrompez-vous ! accueillie au quai des Savoirs du 26 décembre 2021 au 6 novembre 2022. On y joue à vérifier l'information, à explorer les situations pièges, à démasquer les idées toutes faites. On y explore des expériences du quotidien inspirées par les recherches en psychologie comportementale et sociale, en sciences cognitives et en sociologie.

Entre le doute permanent et absolu du complotiste et la pure naïveté du candide, comment faire pour y voir clair, pour démasquer les idées toutes faites, pour vérifier les informations ? Affûter son esprit critique, c'est prendre conscience de ce qui peut nous rendre vulnérables : nos préju-



gés, nos habitudes de pensée, nos émotions et parfois notre méfiance injustifiée. C'est, parfois aussi, admettre de ne pas savoir... Bref, c'est apprendre à ajuster son degré de confiance.

Pour mieux comprendre le monde dans lequel nous évoluons, il est plus que jamais essentiel de prendre conscience des biais cognitifs qui nous entourent, de savoir comment l'information circule, est mise en avant ou au contraire cachée. C'est tout l'objet de cette exposition, qui vise à éprouver notre esprit critique, à acquérir un certain nombre

d'outils et de réflexes pouvant être mis en œuvre au quotidien, à découvrir les principaux biais cognitifs auxquels nous sommes confrontés au quotidien pour mieux les contourner, à comprendre les apports de la démarche scientifique face à ces phénomènes et, enfin et surtout, à reprendre confiance en nous !

UN UNIVERS URBAIN DÉCALÉ

La ville est le terrain de jeu de l'exposition. Elle symbolise notre quotidien, avec ses repères, ses rythmes de vie effrénés, sa culture de l'immédiateté. Elle permet également

de prendre conscience que les situations tests proposées aux visiteurs ne sont pas si éloignées de la « vraie vie ». On déambule donc dans une ville fictive avec sa mairie, son kiosque, sa salle de spectacle, son food truck, sa supérette. On y trouve même une stèle aux idées mortes, dédiée aux idées reçues et aux théories dépassées. Chaque lieu permet de comprendre la manière dont notre comportement et notre façon de penser et d'agir peuvent être altérés par des biais cognitifs. Chaque situation rencontrée par le visiteur est prétexte à tester ses capa-

cités de raisonnement. Au fil de son parcours, il sera confronté à de faux discours et à de vrais arguments pour convaincre, à des médias pas vraiment objectifs, à des idées reçues et à de la manipulation mentale, aux secrets de la voyance, à la faillibilité de sa mémoire, à l'influence du groupe sur l'individu, aux ficelles et aux techniques du marketing pour le pousser à la

consommation... Le visiteur déambulera dans un univers bombardé d'images, de mots chocs, de sollicitations multiples, d'incitations qui varieront grâce à une scénographie augmentée. Parfois, des « ruptures » viendront court-circuiter les écrans de la ville. Fausse pubs, discours creux, l'interpelleront... et l'inciteront à réfléchir !

quaidessavoirs.fr

La ville comme terrain de jeu

Le public entre dans l'exposition comme dans un jeu au cours duquel il va tester son cerveau. Ses capacités de raisonnement seront mises à l'épreuve par une série de tests inspirés de situations du quotidien et/ou de tests cognitifs. Équipé d'un bracelet connecté, il va relever les défis et se tester sur différentes expériences pour mieux connaître la gamme de ses comportements. Il expérimentera ainsi une vingtaine de dispositifs interactifs qui seront autant d'obstacles à surmonter : fausses nouvelles, idées reçues, excès d'informations, trafic d'images et de chiffres, séductions marketing... À chaque test, il aura accès à un décryptage lui permettant d'analyser et comprendre ses erreurs, ceci afin de renforcer et mettre en alerte son esprit critique et obtenir des clés pour mieux affronter ces situations à l'avenir. Ses efforts seront récompensés par les badges de compétence qu'il obtiendra tout au long du parcours. À la fin, il connectera son bracelet à une borne qui lui donnera son résultat personnel, avec ses points forts et ses points faibles. Il pourra les confronter aux résultats globaux de tous les visiteurs ayant vécu l'expérience avant lui... Et pourquoi pas revenir pour se challenger !

Exposition. Déployée dans la grande salle du musée, elle est un parfait point d'entrée pour (re)découvrir une collection unique au monde.

Voyage dans le temps au musée Ingres Bourdelle

Le musée Ingres Bourdelle de Montauban invite ses visiteurs à un passionnant voyage dans le temps à travers son exposition intitulée : Un site très convoité, du château comtal au musée du XXI^e siècle : le musée Ingres Bourdelle.

Les éléments présentés dévoilent l'histoire du bâtiment depuis la fondation de la ville en 1144 jusqu'à nos jours.

Après la création d'un château comtal au XII^e siècle, un palais épiscopal fut construit sur le site. La révolution projette le bâtiment dans d'autres sphères et il devient tour à tour : hôtel de ville, école de dessin puis musée Ingres.

Retracer l'histoire du lieu, c'est aussi croiser quelques-uns des personnages emblématiques de l'histoire de la ville, tels Alphonse Jourdain, le comte fondateur, Édouard Plantagenêt, le Prince Noir, l'évêque Pierre de Berthier, le baron Pierre Joseph Vialètes

de Mortarieu, Armand Cambon l'ami d'Ingres ou encore Achille Bouïs, le photographe, ancien conservateur du musée de Montauban et professeur de Bourdelle..

Près de neuf siècles d'histoire mouvementée et d'architecture de briques à parcourir en introduction (ou conclusion !) de la visite du musée Ingres Bourdelle qui rappelle, nous le, a subi ses dernières transformations juste avant que n'arrive la pandémie...

DE L'HISTOIRE LA PLUS ANCIENNE JUSQU'À L'ART CONTEMPORAIN

La salle du Prince Noir située dans les sous-sols du Musée Ingres Bourdelle accueille de son côté une œuvre monumentale de l'artiste contemporain Georges Rousse.

Briques, pilastres et voûtes de l'impressionnante salle médiévale se transforment en un espace pictural contemporain, uniquement construit



d'un seul point de vue, celui de l'artiste. Chaque visiteur en se déplaçant dans la salle cherche cette focale, et place son regard dans celui de l'artiste.

Le musée Ingres Bourdelle a rouvert ses portes en décembre 2019 après trois ans de travaux et une rénovation complète.

www.museeingresbourdelle.com

Actualités

TRADITIONNEL CONCERT DU NOUVEL AN DE L'ORCHESTRE DU CAPITOLE

Stanislav Kochanovsky remplace Tugan Sokhiev pour les concerts du Nouvel-An. Après des débuts enthousiasmants en 2019 auprès de l'Orchestre du Capitole, le chef russe revient célébrer la magie des ballets de Tchaïkovski. Pour ce rendez-vous festif et familial, il dirigera le *Lac des cygnes* et *Casse-Noisette*, deux œuvres adorées des petits... et des plus grands ! Les 30 et 31 décembre à 20 heures à la Halle aux Grains et le 1^{er} janvier à 18 heures. 05 61 63 13 13. onct.toulouse.fr

LA FLûTE ENCHANTÉE DE MOZART DANS UNE NOUVELLE PRODUCTION AU THÉÂTRE DU CAPITOLE

Entre conte initiatique et comédie populaire, l'ultime chef-d'œuvre de Mozart retrouve toute sa fraîcheur juvénile grâce à la mise en scène inventive du talentueux chorégraphe Pierre Rigal et à de merveilleux interprètes dans la fleur de l'âge. Sous la direction musicale de Frank Beermann, *La Flûte enchantée* comme si elle naissait sous nos yeux, dans toute l'ambivalence des sentiments humains. Et si la Reine de la Nuit n'était pas si méchante, Papageno pas si bête, Sarastro pas si sage qu'on le croyait ? Jusqu'au 30 décembre au Théâtre du Capitole. 05 61 63 13 13. theatreducapitole.fr

LA MAGIE DE NOËL AU BAZACLE :

Pour les vacances de Noël, le Bazacle étoffe sa programmation (jusqu'au 2 janvier) et invite petits et grands à venir partager un moment de magie autour d'animations dédiées : l'Arbre à vœux : autour d'une décoration enchantée et du traditionnel sapin de Noël les visiteurs pourront inscrire leurs vœux pour l'année 2022 ; les anecdotes de Noël : Les visiteurs sont invités à participer au quiz « Les anecdotes de Noël ». Le principe : répondre aux questions grâce aux indices dans les boules de Noël, cachées un peu partout sur le Bazacle.

LE FESTIVAL DES LANTERNES, UN INCONTOURNABLE



Ouvert depuis le 1^{er} décembre, le célèbre festival des lanternes s'est installé cette année au Parc du Ritouret à Blagnac. Le Festival reste ouvert le 24, 25 et 31 décembre et le 1^{er} janvier. Accès privilégié par le tram.

Estelle Elias. Elle a cofondé l'agence de communication et d'accompagnement La Food Locale qui vient de lancer la deuxième édition du prix « Femmes de Food » pour valoriser les entrepreneures du secteur de l'alimentation.

Nourritures de l'esprit

Comme son amie Sophie Franco, Estelle Elias est une gourmande. Elle se délecte par avance de lire les lettres de motivation des candidates au prix « Femmes de Food », qu'ensemble elles organisent – avec l'appui de la journaliste Élodie Pages – pour la deuxième année consécutive. Ouvert aux restauratrices, productrices, gérantes d'épicerie, traiteuses, pâtisseries, cavistes, bûchers, boulangères ou encore charcutières, ce prix vise à valoriser les entrepreneures dans le secteur de l'alimentation, des femmes qui trop souvent restent dans l'ombre. L'an dernier, pour la première édition, près de 70 femmes avaient participé. « J'avais adoré lire leurs lettres de candidature. C'était très émouvant », se souvient Estelle Elias. Deux jeunes femmes avaient été récompensées l'an dernier, Mathilde Breseghello, cogérante de l'épicerie italienne La Nonna Lina, Grand Prix Femmes de Food, et Julie Ragné, fondatrice de l'épicerie en vrac Kilo Vert, Prix Coup de Cœur du Public. Qui pour leur succéder cette année ? Réponse en mars prochain. Attention ! Dépôt des candidatures jusqu'au 2 janvier seulement. En attendant, cette année, une troisième récompense sera remise, le prix Graine de Food dédié aux porteuses de projet, et surtout, le terrain de jeu s'est agrandi puisque le périmètre géographique a été

élargi à un rayon de 75 km autour de Toulouse, ce qui promet une envolée du nombre des candidatures et de belles heures de lecture pour Estelle Elias.

Si elle met tant de cœur à découvrir le parcours des candidates, c'est parce qu'à bien des égards, la trentenaire partage avec elles, au moins en partie, la même histoire. Puisque dans une vie pas si lointaine, avant de fonder en novembre 2020, avec son acolyte Sophie Franco, La Food Locale, agence de communication et d'accompagnement spécialisée dans le secteur de l'alimentation, elle a été restauratrice. À la tête d'un restaurant bien planqué au fond d'une impasse d'une zone industrielle de Tournefeuille, avec un chef cuisinier, elle a régalié pendant sept ans tous les actifs du coin. « Je me rends compte, avec le recul, que j'avais choisi le local le plus caché et le plus loin possible de la civilisation. J'aurais préféré Toulouse, mais j'avais un budget à respecter. Ce local me permettait de faire mon truc tranquillement, sans faire trop de bruit et voir ce que ça donne ! » En dépit, de sa localisation improbable, « le restaurant a très bien marché, j'ai passé là sept belles années », assure Estelle Elias.

La jeune femme a pris son temps pour se lancer, presque un an, pour définir la carte, soigner son concept, choisir son implantation. Et malgré cette belle réussite – 50 à 60 couverts chaque midi, voire une centaine avec l'activité traiteur –, il lui a fallu deux ans de plus pour avouer à ses confrères qu'elle était elle-même restauratrice... « Je ne me sentais pas légitime, admet-elle. C'était le fait de ne pas avoir fait l'école hôtelière. J'ai toujours pris un chef à mes côtés, mais j'ai appris en autodidacte. J'ai mis beaucoup de temps à assumer ce que je faisais et à en être fière ».

Pourtant, reconnaît-elle, cette formation sur le tas a commencé tôt. Vraiment très tôt, dès l'âge de sept ans pour tout dire, dans une cuisine d'une école d'Abidjan. C'est là qu'elle est née et a grandi, élevée avec ses deux frères et sa sœur, par un couple tombé amoureux de la Côte d'Ivoire, « une famille où l'art et l'éducation étaient placés au centre ». C'est là en effet que la maman d'Estelle Elias a fondé une école, soutenue par une institution caritative américaine. Un environnement assez libre pour tant où ses

parents, qui ont beaucoup travaillé pour la paix, lui ont transmis « la soif d'apprendre et la capacité d'apprendre seule ». Dans ce foisonnement interculturel et interreligieux, elle découvre des communautés différentes, une ouverture d'esprit. « J'ai grandi dans la cuisine de ma nounou qui est clairement devenue ma deuxième maman et dans la cuisine de l'école. J'étais toujours dans l'une ou l'autre, se souvient-elle. Ma passion pour la cuisine vient de là. Non pas seulement de la préparation mais de tout ce qui peut se passer dans une cuisine : l'intimité, les conversations entre femmes qui osent parler de tout. J'ai grandi dans un lieu où les femmes n'avaient pas de tabou sur le plan de la parole. C'est resté profondément ancré en moi. De même, les repas ont toujours été très importants chez nous. C'est le moment où la famille débrieçait, où tout s'arrêtait et ça se terminait avec une guitare ou deux ! »

Une enfance qui peut paraître idyllique si ce n'était le fait que son jeune frère est handicapé. « Et comme dans toutes les familles où un enfant demande un peu plus d'attention, nous avons parfois eu, mon frère aîné et moi, la sensation de devoir suivre le mouvement. Mais en même temps, ma vie ou mon rapport aux choses n'auraient pas été les mêmes sans mon petit frère. Cela nous a beaucoup responsabilisés. »

À 17 ans, elle quitte la Côte d'Ivoire pour passer le Bac. Elle débarque au Pays Basque, où vivent ses grands-parents et où elle a passé tous ses étés. Dans cette famille nombreuse, où les tablées sont énormes, « la culture du bien manger a toujours été au centre, se souvient-elle. Comme à Abidjan, c'était des moments de partages intenses et de transmission aussi ». En même temps, elle commence à enchaîner les saisons chez un restaurateur.

Pour payer ses études, entre Toulouse, sa ville de cœur, et Bayonne, elle doit travailler 20 heures par semaine. Difficile dans ses conditions de continuer la Fac. Elle opte pour les cours du soir au Cnam et obtient un master 1 en management, organisation et conduite du changement. Premières expériences professionnelles, notamment au sein d'une étude d'huissier de justice. « J'étais comme un lion en cage », se souvient-elle. À 26 ans, ni tenant plus, elle demande une rupture



MATHILDE DELOZIER

conventionnelle et se lance dans la création de son restaurant...

Quelques années plus tard, grâce à une connaissance commune, elle croise la route de Sophie Franco, « goûteuse professionnelle », cofondatrice du blog Boudu Toulouse où elle partage ses coups de cœur, met en avant restaurants et bars de la Ville rose. Entre les deux, c'est le coup de foudre « Nous étions extrêmement complémentaires et partageons les mêmes valeurs », se souvient Estelle Elias. Les deux jeunes femmes ont mille idées à la minute, commencent à plancher sur différents projets. À l'époque, Estelle Elias est tiraillée entre l'envie d'enfant et celle de voir agrandir son restaurant. Mais, explique-t-elle, « j'étais arrivée au bout de ce que je pouvais créer avec notre budget, reconnaît-elle. Je voulais aussi m'associer avec quelqu'un, car jusque-là j'étais seule à porter

l'entreprise. »

Le confinement conduira les deux femmes, qui se sont finalement associées pour développer Boudu Toulouse, à changer radicalement d'orientation en créant la plateforme La Food Locale qui référence les commerces, les épiceries, les producteurs et les restaurateurs qui respectent certains critères : des produits locaux, de saison, en circuits courts, la pratique du tri sélectif, etc. Quelques mois plus tard Estelle Elias boucle la vente de son restaurant et se lance avec Sophie Franco dans cette création de l'agence d'accompagnement et de communication dédiée au secteur de l'alimentation. « L'accompagnement de futurs restaurateurs, c'est ce qui m'anime le plus, reconnaît Estelle Elias. C'est le rêve qui devient réalité. Je vis les projets comme si c'était les miens ! Et puis, contrairement à ce qui se passait il y a quelques

années, aujourd'hui se faire accompagner est entré dans les mœurs parce qu'il y a beaucoup de personnes en reconversion parmi les porteurs de projets. Ils comprennent que même si l'accompagnement a un coût, cela leur permet de gagner du temps. »

Sur les cinq projets qu'elle a déjà accompagnés, trois sont justement portés par des personnes en reconversion, et « trois sont en train de naître ». L'agence qui a engrangé en mars dernier son premier chiffre d'affaires, entend bien passer à la vitesse supérieure l'an prochain. En 2022, elle devrait d'ailleurs bénéficier d'un sérieux coup de boost puisqu'en février, les deux femmes vont emménager dans l'espace de coworking qui a ouvert au Grand Marché MIN Toulouse Occitanie. Elle assure n'avoir aucun regret, bien au contraire : « Je continue à apprendre plein de chose ! »

AGNÈS BERGON

1987

Naissance à Abidjan

2013

Master 1 en management, organisation et conduite du changement

2014

Ouvre son restaurant à Tournefeuille

2020

Mai : lancement de la plateforme La Food Locale
Septembre : vente du restaurant
Novembre : création de l'agence La Food Locale

2021

Mars : lancement de la première édition du Prix Femmes de Food
Novembre : lancement de l'édition 2022 de Femmes de Food avec Maguelone Pontier et Guillaume Gomez, pour marraine et parrain